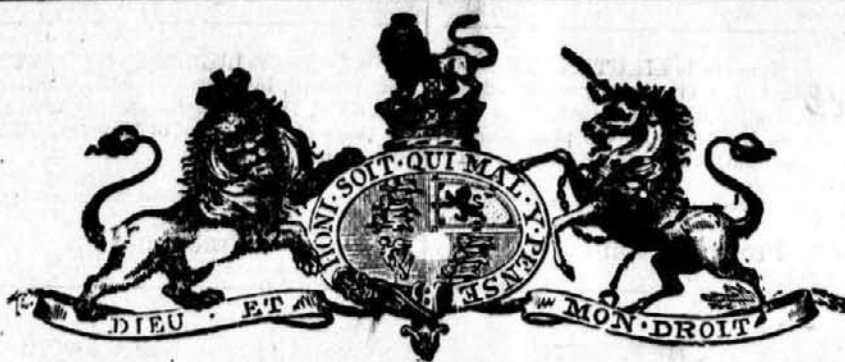




Gazette Officielle de Quebec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 JANVIER 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi 1 jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4039

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 7 janvier 1899.

1

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 4 janvier 1899.

Le dix-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, Arthur Plante, écuyer, a été élu député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Beauharnois.

L. G. DESJARDINS,

29 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th JANUARY, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4040

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Quebec, 7th January, 1899.

2

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 4th January, 1899.

The nineteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight, Arthur Plante, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Beauharnois.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.

30

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 décembre 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Montréal, M. Cléophas Ritchot, fils, de la cité de Montréal.

31

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th December, 1898, to associate to the commission of the peace of the district of Montreal, Mr. Cléophas Ritchot, jnr., of the city of Montreal.

32

Proclamation

Canada
Province of
Québec

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles ont apposé le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4477

Avis du Gouvernement

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 19 décembre 1898.

Avis est par le présent donné, en conformité aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY, one thousand eight hundred and ninety-nine—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWELFTH day of the month of JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our city of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred, and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

4478

Government Notice

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 19th December, 1898.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no

pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-sixième jour de janvier prochain ; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le deuxième jour de février prochain ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le neuvième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,
4759-3 Greffier de l'Assemblée Législative.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arcades, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,

3799 Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,

Greffier du Sénat.

3797

petition for any private bill shall be received by the House after the twenty-sixth day of January next ; that no private bill shall be introduced after the second day of February next : that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the ninth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,
4760 Clerk of the Legislative Assembly.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,

Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,

3800 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,

Clerk of the Senate

3798

**EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revues par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revus et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.**

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3801

Greffier des Communes.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un

**EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE
HOUSE OF COMMONS.**

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.**

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3802

Clerk of the Commons.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying

droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4035

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est requise après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent,

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars; if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

4036

O. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act," 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such

dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront faits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent déclarer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant

Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has

que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

4037

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un bill pour diviser le comté de Pontiac, pour les fins municipales et d'enregistrement, en deux divisions distinctes.

A. E. GUAY,
Pour les requérants.

Ville Marie, 22 décembre 1898.

3

AVIS.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de cette province, "La compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière," composée de John Breakey, écrl., président de la Barque de Québec, et autres, demandera l'adoption d'un projet de loi pour amender sa charte existant maintenant en vertu du chapitre 64 de l'acte 61 Victoria, de manière à obtenir le pouvoir de construire et d'étendre son chemin de fer dans les comtés de Lévis, Bellechasse, Dorchester et Lotbinière, de faire fonctionner tout ce chemin, ou partie de ce chemin, par la vapeur ou l'électricité, et de se fusionner si besoin en est, avec d'autres compagnies de chemin de fer ou d'électricité.

J. A. LANE,

Procureur de la requérante.

Québec, 22 décembre 1898,

4855-3

Avis est par le présent donné que "The Montreal Cold Storage and Freezing Company," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, 60 Victoria, chapitre 83, dans le but d'augmenter les actions privilégiées et ordinaires de la compagnie, changer les privilèges accordés sur les actions et privilèges et pour d'autres fins.

CHAS. A. DUCLOS,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 29 décembre 1898.

4939-2

Avis est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements, additions et extension à sa charte, et pour augmenter les pouvoirs pour expropriation des terres et propriétés.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 23 décembre 1898.

4919-2

Avis public est par le présent donné, que les héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, en son vivant avocat, de la Côte des Neiges, dans le district de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de mieux définir les pouvoirs qui leur sont donnés par le testament du dit Alexis Brunet en matière d'administration, ainsi que le droit pour les dits fiduciaires de se rémunérer pour leurs services.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Avocats des requérants.

Montréal, 26 décembre 1898.

4915-2

been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

4038

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to divide the county of Pontiac, in two distinct divisions for municipal and registry purposes.

A. E. GUAY,
For the promoters.

Ville Marie, 22nd December, 1898.

4

NOTICE.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of this province, "The Chaudière Valley Railway Company," composed of John Breakey, Esq., president of the Quebec Bank, and others, will apply for the passage of a bill to amend the present charter under chapter 64 of the Statutes 61 Victoria, so as to obtain power to construct and extend its railway in the counties of Lévis, Bellechasse, Dorchester and Lotbinière, to run the whole of this railway, or part of it, by steam or electricity, and to amalgamate, if need be, with other railway or electric companies.

J. A. LANE,

Attorney for Petitioner.

Quebec, 22nd December, 1898.

4856

Notice is hereby given that the Montreal Cold Storage and Freezing Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its act of incorporation, 60 Victoria, chapter 83, for the purpose of increasing both the preferred and common stock of the company, of changing the privileges conferred upon preferred stock and for other purposes.

CHAS. A. DUCLOS,
Sollicitor for Petitioner,

Montreal, 29th December, 1898.

4940

Notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for certain amendments, additions and extension of its charter, and for increased powers of expropriating land and property.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 23rd December, 1898.

4919

Public notice is hereby given by the fiduciary heirs of the late Alexis Brunet, in his lifetime of "La Côte des Neiges" in the district of Montreal, that they will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to better define the powers to them conferred by the will of said Alexis Brunet, concerning the administration of his estate, also the right, by said heirs, to the remuneration of their services.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Attorneys for petitioners

Montreal, 26th December, 1898.

4916

AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que les "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," de Montréal feront application à la prochaine session de la législature de la Province de Québec pour faire passer un bill amendant la loi les incorporant en changeant leur nom corporatif et relativement à leurs pouvoirs.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898.

4755-3

AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que la "Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal" fera application à la prochaine session de la législature de la province de Québec pour faire passer un Bill amendant la loi les incorporant, et que les amendements demandés se rapportent à la reconstitution civile du dit Tiers-Ordre, à la création d'un Conseil Supérieur, à l'incorporation de chaque fraternité, aux finances et aux pouvoirs de chaque corporation, et en général à tout ce qui regarde l'organisation, les droits, les devoirs et l'administration tant de la corporation du dit Tiers-Ordre que de celles des fraternités.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898.

4757-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "l'Association des Dentistes de la province de Québec," pour refondre et amender ses statuts.

Les principaux amendements qui seront amendés se rapportent aux matières suivantes : élection du bureau de direction ; la tenue des assemblées générales ; le quorum des membres ; le mode des examens et le nombre des années requises pour compléter le cours des étudiants, et autres de moindre importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 décembre 1898.

4779-3

AVIS PUBLIC

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François,
Comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature provinciale de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'obtenir la passation d'un bill privé pour changer le chef-lieu du comté de Wolfe, de Ham-Sud le transférer à Garthby, au village de Beaulac, dans le dit comté.

OCT. GAUDET,

Solliciteur des requérants.

4813-3

Ham-Nord, comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné que les sous-signés propriétaires d'immeubles dans le village de Verdun, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de permettre que les lots suivants, numéros de cadastre 4669 à 4687, dans le village de Verdun, étant tous les lots depuis les numéros 4669 à 4687, inclusivement, situés dans la section ouest de Verdun, y compris toute cette partie de l'Aqueduc de Montréal, située dans les dites limites comme aussi l'île Saint-Paul et l'île au Heron, dans le district de Montréal, soient séparés du village de Verdun et annexés à la municipalité de la Côte Saint-Paul pour former partie d'icelle, sous le nom de la municipalité de la Côte Saint-Paul.

S. S. BAIN et autres.

Montréal, 6 décembre 1898.

4793-3

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by these presents that the "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating them in changing their corporate name and with relations to their powers.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898.

4756

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the presents that the "Fraternity of the Third Order of Saint François d'Assise," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating it, and that the amendments demanded relate to the civil reconstruction of the said Third Order, to the creation of a Superior Council, to the incorporation of each fraternity, to the finances and powers of each corporation, and generally to all that concern the organization, rights, duties and the administration of the corporation of said Third Order or of the fraternities.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898.

4758

Public notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the "Dental Association of the province of Quebec," to consolidate and amend its statutes.

The principal amendments sought refer to the following matters : election of members of the board of management ; the holding of general meetings ; the quorum of members ; the mode of examination and the number of years required for the student's course and other matters of less importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 20th December, 1898.

4780

PUBLIC NOTICE

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint-François,
County of Wolfe.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill to change the *chef-lieu* of the county of Wolfe, from Ham South to transfer it to Garthby, in the village of Beaulac, in the said county.

OCT. GAUDET,

Solicitor for petitioners.

4814

Ham North, county of Wolfe.

Public notice is hereby given that the undersigned proprietors of real estate in the village of Verdun, will apply to the legislature, at its next session, for an act to permit the following lots, cadastral numbers 4669 to 4687, in the village of Verdun, being all the lots from numbers 4669 to 4687, inclusive, contained in the westerly section of Verdun, including all that portion of the Aqueduct of the Montreal Water Works, situate within the above boundaries as also Isle Saint Paul and Isle au Heron, in the district of Montreal, to be separated from the village of Verdun and annexed to the municipality of Côte Saint Paul to form part thereof, under the name of the municipality of Côte Saint Paul.

S. S. BAIN and others.

Montreal, 6th December, 1898.

4794

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, avec pouvoir d'agir comme fidei commissaires, exécuteurs testamentaires, pour exécuter les mandats, administrer les successions et les fonds placés en fidei-commis, agir comme procureurs pour les exécuteurs et fidei-commissaires, liquidateurs pour les compagnies à fonds social et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 21 décembre 1898. 4841-3

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour autoriser et sanctionner la vente par la dite cité, à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc, d'un terrain situé sur la rue McGill, pour la construction des bureaux de la dite compagnie, et pour obtenir le consentement de la Couronne à telle vente.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité.

Montréal, 8 décembre 1898. 4595-4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières, }

Avis est par les présentes donné que le conseil municipal du village de Grand'Mère, demandera à la prochaine session de la législature provinciale de Québec, un amendement à sa charte, en même temps que l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte-Flore, savoir : partie des lots officiels de la dite paroisse de Sainte-Flore, connues sous les numéros 85, dans la concession Sainte-Catherine No. 2 ; 95 et 96, dans la concession de la Grand'Mère, et 137, 138, 139 et 140, dans la concession Saint-Olivier.

C. J. E. CHARBONNEAU,

Secrétaire-trésorier du
Village de Grand'Mère.

4733-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer des pouvoirs plus étendus, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

Pour étendre les limites de la ville de Longueuil. Pour changer le jour de ses sessions, pour changer le mode de taxation, pour changer la date de l'année financière, pour changer le mode des élections et la formule du serment, pour voir à la nomination d'estimateurs permanents, pour amender la clause se rapportant aux auditeurs, pour avoir le privilège de construire, louer et exploiter une ligne de tramway dans les limites de la ville de Longueuil et en dehors de ses limites jusqu'à un point donné dans les limites de la ville de Saint-Lambert, pour amender la clause concernant la traverse d'hiver entre Longueuil et Montréal, pour voir à la nomination d'un inspecteur des bâtisses, pour forcer certains propriétaires demeurant en dehors des limites de la ville de Longueuil, à contribuer à la confection des travaux du ruisseau Saint-Antoine, pour réduire le taux de l'escompte sur paiement des taxes, pour forcer quiconque poursuivra le maire ou les conseillers pour quelque acte en exécution de leurs fonctions à fournir un cautionnement, pour changer la date de la confection du rôle d'évaluation, pour augmenter les pouvoirs de la ville quant à la construction des canaux d'égout, pour changer la clause relativement aux tuyaux de l'aqueduc, pour amender et corriger certaines erreurs de rédaction dans la charte et ses amendements.

JODOIN & JODOIN,

4743-4 Procureurs de la ville de Longueuil.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company, with power to act as trustees, executors of wills, to execute trust, manage estates and trust funds, act as attorneys for executors and trustees, liquidators for joint stock companies, and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solicitors for applicants.

Quebec, 21st December, 1898. 4842

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal will apply to the Quebec legislature, at its next session, for an act to authorize and sanction the sale by said city, to the Grand Trunk Railway Company, of a strip of land situated on McGill street, for the construction of the offices of the said company, and to obtain the consent of the Crown to such sale.

L. O. DAVID,

City clerk.

Montreal, 8th december 1898. 4596

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, }

Notice is hereby given that the municipal council of the village of Grand'Mère, will apply at the next session of the provincial legislature of Quebec, for an amendment to its charter, and for the annexation at the same time of a part of the parish of Sainte-Flore, to wit : part of the official lots of the said parish of Sainte-Flore, known as numbers 85, in the Sainte Catherine concession No. 2 ; 95 and 96, in the Grand'Mère concession, and 137, 138, 139 and 140, in the Saint Oliv er concession.

C. J. E. CHARBONNEAU,

Secretary treasurer of the
Village of Grand'Mère.

4734

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an act to revise its charter and the acts amending it, to confer more extensive powers on it, and especially to obtain legislative enactments on the following subjects, amongst others :

To extend the limits of the town of Longueuil, to change the day of its meetings, the mode of taxation, the date of the financial year, the mode of elections and the formula of the oath, to provide for the appointment of permanent valuers, to amend the clause relating to auditors, to have the privilege of buildings and working a tramway line within the limits of the town of Longueuil and outside of them to a given point within the limits of the town of Saint Lambert, to amend the clause relating to the ferry between Longueuil and Montreal, to provide for the appointment of an inspector of buildings, to compel certain proprietors residing outside of the limits of the town of Longueuil to contribute to the performance of the works of the Ruisseau Saint Antoine, to reduce the rate of discount on the payment of taxes, to oblige any person who may sue the mayor or councillors for any act in the execution of their functions to give security, to change the date of making the valuation roll, to increase the powers of the town as to the construction of drains, to change the clause relating to the waterwork pipe, to amend and correct certain errors in drawing up the charter and its amendments.

JODOIN & JODOIN,

4744 Attorneys for the town of Longueuil.

Avis public est par le présent donné, que la cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender certaines dispositions de sa charte (60 Victoria, chapitre 61), ainsi que du statut 61 Victoria, chapitre 55, amendant la dite charte ; pour obtenir l'autorisation de contracter un emprunt et certains autres pouvoirs, le tout tel que plus bas énuméré :

- 1° Permettre au président d'élection, d'exiger que le bulletin de présentation soit accompagné d'un dépôt de cinq cents ou de deux cents dollars, selon qu'il s'agira d'un candidat à la mairie ou à l'échevinat.
- 2° Permettre au conseil de nommer un "Inspecteur des chaudières," et de donner à cet officier les pouvoirs inhérents à sa charge.
- 3° Permettre l'altération du plan de la cité, par le vote de la majorité des membres du conseil.
- 4° Autoriser les évaluateurs faisant la révision du rôle d'évaluation, à ne changer que dans certains cas la valeur des immeubles portée au dit rôle.
- 5° Permettre l'imposition d'une taxe sur les bicyclettes.
- 6° Permettre de taxer les poteaux télégraphiques, téléphoniques et électriques.
- 7° Permettre aux arbitres en expropriation d'adjudger quelles parties devront payer les frais d'arbitrage.
- 8° Relever la cité de l'obligation de continuer à exproprier conformément aux règlements et aux plans homologués de la cité.
- 9° Relever le recorder de la cité de certaines incapacités légales.
- 10° Permettre à la cité d'exproprier à certaines conditions les franchises, droits et privilèges par elle conférés à certaines personnes ou compagnies.
- 11° Définir l'année fiscale et déterminer pour quel espace de temps les taxes annuelles seront censées être imposées et prélevées.
- 12° Fixer le montant que la cité pourra dépenser annuellement.
- 13° Prendre personnellement responsable tout membre d'un comité qui autorisera une dépense d'argent excédant le montant légalement mis à la disposition du comité.
- 14° Ratifier toute dépense faite et autorisée jusqu'à ce jour par le conseil, et qui excède les appropriations, et relever les échevins de la responsabilité encourue de ce chef.
- 15° Autoriser la cité à emprunter une somme totale de \$226,000 ; la plus forte partie de cette somme devant être employée à consolider des obligations temporaires sur lesquelles la cité paie un intérêt moyen de 5½ pour cent ; et la balance devant servir à payer les dommages-intérêts relatifs aux expropriations que la présente loi dispense la cité de faire.
- 16° Déterminer la manière dont cet emprunt sera effectué et les conditions auxquelles il sera contracté.
- 17° Remettre en vigueur le pouvoir d'emprunt qu'avait la cité avant que l'article 665 de la charte fût sanctionné.
- 18° Transporter du secrétaire-trésorier au conseil le pouvoir conféré par l'article 666 de la charte.
- 19° Autoriser la cité à organiser un département en loi.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la cité de Saint-Henri
Saint-Henri, 7 décembre 1898. 4563-5

Public notice is hereby given that the city of Saint Henry will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain certain amendments to the provisions of its charter (60 Victoria, chapter 61), and also to the statute 61 Victoria, chapter 55, amending the said charter ; to obtain authority to contract a loan and certain other powers, the whole as herein after set forth :

1. To allow the election president to require that the candidate's nomination paper be accompanied by a deposit of five hundred dollars or of two hundred dollars, according as it may be question of a candidate for the office of mayor or of alderman.
2. To allow the council to appoint "Boiler Inspectors" and to confer upon that officer the powers inherent to his office.
3. To allow the alteration of the city plan by the vote of the majority of the members of the council.
4. To authorize the valuers making the revision of the valuation roll to change only in certain cases the value of the lots entered on the said roll.
5. To authorize the imposition of a tax on bicycles.
6. To allow the taxation of telegraph, telephone and electric poles.
7. To allow expropriation arbitrators to decide what parties should pay the costs of arbitration.
8. To relieve the city from the obligation of continuing to expropriate according to the by-laws and homologated plans of the city.
9. To relieve the city recorder from certain legal disabilities.
10. To allow the city to expropriate on certain conditions, the franchises, rights and privileges by it conferred on certain persons and companies.
11. To define the fiscal year and determine the time of the yearly taxes imposed and levied.
12. To fix the amount which the city may spend yearly.
13. To hold responsible every member of a committee who will authorize any expenditure of money exceeding the amount legally placed at the disposal of the committee.
14. To ratify any expenditure made and authorized up to this date by the council and which exceeds the appropriations, and relieve the aldermen from the responsibility incurred under this head.
15. To authorize the city to borrow a total amount of \$226,000 ; the greater portion of this sum to be employed to consolidate the temporary obligations upon which the city pays an average interest of 5½ per cent, and the balance to be applied to the payment of the damages and interest relating to the expropriations which the present act dispenses the city from making.
16. To determine the manner in which this loan will be effected and the terms on which it will be contracted.
17. To put in force again the borrowing power which the city had before article 665 of the charter was sanctioned.
18. To transfer from the secretary treasurer to the council the power conferred by article 666 of the charter.
19. To authorize the city to organize a law department.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for the city of Saint Henry.
Saint Henry, 7th December, 1898. 4564

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'association connue sous le nom de "The Builders' Exchange", l'objet de la dite association étant de créer une bonne harmonie entre ses membres et de promouvoir les intérêts de ceux engagés dans le commerce de construction et d'entreprises et autres affaires y ayant rapport ; avec le droit d'acquérir et posséder des immeubles

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the association known as "The Builders' Exchange", the object of such association being to create a good understanding amongst its members and to promote the interests of those engaged in the trades of building and contracting and other trades connected therewith or incidental thereto ; with the right to acquire and hold real estate for the purposes of

dans l'intérêt de la dite association et de les vendre, les échanger ou les hypothéquer.

**HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,**
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 décembre 1898. 4593-5

Avis public est par le présent donné que The Montreal Street Railway Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et consolider les actes concernant la compagnie ; pour autoriser l'augmentation de temps à autre de son fonds social jusqu'au montant nécessaire dans l'intérêt de ses affaires ; pour ratifier et confirmer divers contrats faits par elle avec différentes corporations municipales et compagnies de chemin de fer ; pour autoriser le prolongement de sa ligne à aucun point dans un rayon de dix milles de la cité de Montréal, pour mettre en opération les dites lignes et pour d'autres fins.

**CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,**
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4589-6

AVIS

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Westmount (ci-devant côte Saint-Antoine), demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, pour augmenter le chiffre jusqu'à concurrence duquel ils pourront emprunter et contracter des dettes, pour simplifier et amender la procédure pour l'imposition et perception de taxes d'école, et pour d'autres fins.

CROSS & BERNARD,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4601-5

AVIS.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Farnham fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte pour amender et refondre la charte de la dite corporation et les actes qui l'amendent, aux fins de conférer à la dite corporation de plus amples pouvoirs et mieux définir les droits, attributions, et les devoirs des contribuables, et pour autres fins.

J. S. POULIN,
Procureur de la dite corporation.

Farnham, 1er décembre 1898. 4555-5

Avis public est par le présent donné que "The Montreal Loan and Investment Company", (incorporée en vertu des articles 5401 et suivants des statuts révisés de la province de Québec), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte spécial d'incorporation et pour mieux définir ses pouvoirs.

SETH P. LEET,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4569-5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Verdun, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, 60 Victoria, chapitre 69, et pour étendre les pouvoirs de la dite corporation, en tant qu'ils se rapportent à l'imposition et la perception de taxes spéciales, cotisations et licences ; l'octroi de privilèges exclusifs et franchises aux personnes ou compagnies construisant, mettant en opération ou faisant circuler des omnibus, diligences, chars électriques ou à vapeur dans la municipalité, et pour d'autres fins.

RIELLE & BOND,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 7 décembre 1898. 4609-5

such association and to sell, exchange or hypothecate the same.

**HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,**
Solicitors for applicants.

Montreal, 8th December, 1898. 4594

Public notice is hereby given by and on behalf of the Montreal Street Railway Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend and consolidate the acts relating to the company ; to authorize the increase from time to time of its capital stock to such extent as may be necessary for the purpose of its business ; to ratify and confirm divers contracts entered into by it with different municipal corporations and railway companies ; to authorize the extension of its line to any point within a radius of ten miles from the city of Montreal, and the operation of such lines ; and for other purposes.

**CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE**
Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1898. 4590

NOTICE

The school commissioners of the municipality of town of Westmount (formerly côte Saint-Antoine), will apply to the legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to increase the limit to the extent of which they may borrow, and incur debt, to simplify and amend the method of imposing and collecting school taxes, and for other purposes.

CROSS & BERNARD,
Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1898. 4602

NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and consolidate the act incorporating the said town and the acts amending the same, for the purpose of conferring on the said corporation more ample powers and to define more clearly his rights and attributions, and the duties of the rate payers, and for other purposes.

J. S. POULIN,
Attorney for the said corporation.

Farnham, 1st December, 1898. 4556

Public notice is hereby given that the "Montreal Loan and Investment Company", (incorporated under articles 5401 and following of the revised statutes of the province of Quebec), will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act of incorporation and to better define its powers.

SETH P. LETT,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 7th December, 1898. 4570

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the corporation of the village of Verdun, for the passage of an act to amend the act of the said legislature, 60 Victoria, chapter 69, and to extend the powers of the said Corporation, insofar as relates to the imposition and levying of special taxes, assessments and licenses ; the granting of exclusive privileges and franchises to persons or companies constructing, operating or running omnibuses, stages or electric or steam cars in the municipality, and for other purposes.

RIELLE & BOND,
Attorneys for the applicant.

Montreal, 7th December, 1898. 4610

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le Rév. Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rév. Owen B. Devlin, L. L. B. et Rév. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S. Londres, Angleterre, tous de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Loyola College," pour les fins d'éducation avec pouvoir d'accorder des degrés dans les arts, et avec son siège dans la cité de Montréal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
4747-4 Solliciteurs des requérants.

Avis est donné par les présentes que la Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, pour changer son nom corporatif en celui de "La Société des Artisans Canadiens-Français," et pour faire régir la dite corporation par une convention de délégués des diverses succursales, et autres clauses accessoires.

Pour la dite société,

T. A. GROTHÉ,
Président général.
J. G. W. McGOWN,
Secrétaire général.

Montréal, 13 décembre 1898.

4663-4

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, contenu dans le statut 56 Victoria, chap. 78, afin d'accorder à la dite compagnie des pouvoirs additionnels, comprenant le droit d'augmenter le capital action de la compagnie, et ausi celui d'emprunter de l'argent et de garantir sur des débetures portant hypothèque ou autrement; d'ériger des pouvoirs d'eau, construire des écluses, ponts sur les rives et à travers de la rivière Chaudière et du Lac Mégantic; de manufacturer de la pulpe chimique, du papier et du bois sous toutes les formes et tout ce qui s'y rapporte ainsi que l'électricité; de construire des tramways et des embranchements de chemins de fer pour communiquer de certains points, sur le Québec Central et le chemin de fer Pacifique Canadien, dans le township de Whitton, aux établissements industriels de la compagnie, dans les townships de Whitton et de Spaulding; pour les fins ci-dessus, obtenir certains droits d'expropriation, aussi d'acquérir et construire des écluses, glissoires et autres travaux nécessaires pour faciliter le flottage de bois, dans certaines rivières, et pour d'autres pouvoirs.

Daté à Québec, ce 1er jour de décembre, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,

4659-4

Solliciteurs de la Requérente.

Canada
Province de Québec
District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que William Henri Brouage Chaussegros de Léry, écuyer, avocat, de la paroisse de Saint-François, Beauce, mademoiselle Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, de la cité de Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, écuyer, notaire, Dame Marie Louise Cummings, veuve de feu Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, en son vivant, médecin, en sa qualité de légataire universelle en usufruit et comme exécutrice testamentaire de son dit feu mari, et aussi en sa qualité de tutrice, dûment nommée à sa fille Corinne, enfant issue de son mariage avec le dit Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, ces trois derniers de la cité de Québec, et l'honorable John Sharples, aussi de la cité de

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the reverend Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rev. Owen B. Devlin, L. L. B. and Rev. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S. Lond., Eng., all of the city of Montreal, for an act to incorporate the "Loyola College" for educational purposes with power to grant degree in arts, and with its corporate seat in the city of Montreal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
4748 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal" will apply to the legislature, at its next session, to consolidate and amend its charter, to change its corporate name to that of "La Société des Artisans Canadiens-Français," and to have the said corporation managed by a convention of delegates from the several branches, and other accessory clauses.

For the said society,

T. A. GROTHÉ,
General president.
J. G. W. McGOWN,
General secretary.

Montreal, 13th December, 1898.

4664

NOTICE

Notice is hereby given that The Lake Megantic Pulp Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of an act to amend its act of incorporation, contained in 56 Victoria, chapter 78, for the purpose of increasing the powers to them granted by the said act of incorporation, and especially for the purpose of increasing the capital stock of the company, of obtaining the right to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise, and of creating water-powers, constructing dams, erecting bridges upon the banks of and over the river Chaudière and Lake Megantic, and in the vicinity of Lake Megantic; for the purpose of manufacturing paper, lumber, and all incidentals thereto, chemical pulp, and also electricity for the purpose of light, heat or motive power, of constructing tramways and branches from points on the Quebec Central Railway and on the Canadian Pacific Railway, in the township of Whitton, to the establishments of said com. any, in the townships Whitton and Spaulding, and of obtaining for such purposes certain rights of expropriation; also of acquiring and constructing dams, slides or other works necessary to facilitate the driving of timber down rivers, and for other purposes.

Dated at Quebec, this 1st day of December, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,

4660

Solicitors for the Petitioners.

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that William Henri Brouage Chaussegros de Léry, esquire, advocate, of the parish of Saint Francis, Beauce, Miss Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, of the city of Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, esquire, notary, Dame Marie Louise Cummings, widow of the late Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, during his lifetime, physician, in her quality of universal usufructuary legatee and executrix of her said deceased husband, and acting further in her quality of tutrix, duly appointed to her daughter, Corinne, issue of her marriage with the said Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, these last three of the city of Québec, and the Honorable John Sharples, also of

Québec, membre du conseil législatif de cette province, en sa qualité de tuteur, dûment élu en justice John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Kathleen Alleyn et Josephite Louise Blanche Alleyn, de la cité de Québec, enfants mineurs, issus du mariage de feu l'honorable Richard Alleyn, en son vivant un des juges de la cour supérieure de cette province, et de Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, s'adresseront à la législature de Québec, pendant la prochaine session, pour demander que le dit honorable John Sharples, en sa qualité de tuteur aux mineurs ci-dessus mentionnés soit autorisé à vendre conjointement avec les autres co-propriétaires certains droits de mine, situés dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, en la paroisse de Saint-François, en le district de Beauce, en bloc ou séparément, pour argent comptant ou à crédit, se ou qu'ils le jugeront à propos, avec le consentement du subrogé-tuteur des dits mineurs, mais sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités ou l'ordre d'une cour de justice ou d'un juge.

**TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,**

Procureurs des requérants.

Québec, 12 décembre 1898.

4643-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et entre autres : pour augmenter son pouvoir d'emprunt ; pour augmenter le nombre de ses conseillers ; pour changer la durée de la charge de son maire ; pour modifier le cens électoral municipal ; pour pourvoir à la construction d'égoûts généraux et au mode de paiement du coût d'iceux ; pour pourvoir à la création d'une Cour de Recorder ayant juridiction civile et criminelle, à la nomination d'un Recorder et des officiers de la dite cour ; pour abolir la juridiction de la Cour des Commissaires de la paroisse de Lachine, dans la ville de Lachine, lorsque la dite cour du recorder sera en opération, et pour obtenir d'autres pouvoirs et d'autres dispositions se rapportant à sa loi d'incorporation.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier

de la ville de Lachine.

Ville de Lachine, 12 décembre 1898, 4677-4

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que P. Cyprien Beaumier, de Québec, présentera à la prochaine session de la législature, un bill pour être admis membre de l'association des dentistes de la province de Québec, après examen.

CHARLES DEGUISE,

Proc. du requérant.

Québec, 15 décembre 1898.

4693-4

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de feu Joel Leduc, en son vivant, négociant de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill augmentant leurs pouvoirs, et les autorisant à transiger avec les légataires et crédit-rentiers, à anticiper le paiement des dettes et des legs, et le partage de la succession.

**BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,**

Procureurs des Requérants.

Montréal, 14 décembre 1898.

4709-4

Avis est donné que L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill amendant sa charte 55-56 Vict., ch. 85, et lui accordant de nouveaux pouvoirs et spécialement celui de créer une caisse d'épargnes et de secours.

**BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,**

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1898.

4707-4

the city of Quebec, member of the legislative council of this province, in his quality of tutor, duly appointed by the court, John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Kathleen Alleyn and Josephite Louise Blanche Alleyn, of the city of Quebec, minor children, issue of the marriage of the late Honorable Richard Alleyn, during his lifetime one of the judges of the superior court of this province, and of Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the said Honorable John Sharples, in his quality of tutor to the above mentioned minors, be authorized to sell jointly with the said other co-proprietary certain mining rights, situated in the seigniorie of Rigaud-Vaudreuil, in the parish of Saint Francis, in the district of Beauce, in one lot or in detail, for cash or credit, as they may think proper, with the consent of the subrogate tutor to the said minors, but without the authorization of a family council or other formality, or the order of a court of justice or a judge.

**TASCHEREAU, LAVERY
& RIVARD,**

Attorneys for the petitioners

Quebec, 12th December, 1898.

4644

Public notice is hereby given that the town of Lachine will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its law of incorporation and amongst them : to increase its borrowing power ; to increase the number of its councillors ; to change the duration of the term of office of its mayor ; to modify the municipal electoral qualification ; to provide for the construction of general drainage and for the mode of payment of the cost of the same ; to provide for the creation of a Recorder Court having civil and criminal jurisdiction, for the nomination of a Recorder and the officers of the said court ; to abolish the jurisdiction of the Commissioners Court of the parish of Lachine, in the town of Lachine when the said recorder court will be in operation, and to obtain other powers and dispositions relative to its act of incorporation.

H. ROBERT,

Secretary treasurer

of the town of Lachine.

Town of Lachine, 12th December, 1898. 4678

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that at the coming session of the Quebec legislature, P. Cyprien Beaumier, of Quebec, will introduce a bill to be admitted a member of the dental association of the province of Quebec, after examination.

CHARLES DEGUISE,

Atty. for petitioner.

Quebec, 15th December, 1898.

4694

Notice is given that the testamentary executor of the late Joel Leduc, in his lifetime, trader, of Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passage of a bill to increase their powers, and authorizing them to transact with the legatees and rent creditors, to anticipate payment of the debts and legacies, and the partition of the estate.

**BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,**

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898.

4710

Notice is given that "L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter 55-56 Vict., ch. 85, and to confer on it new powers and especially that of creating a savings and aid fund.

**BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,**

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898.

4708

Avis public est par le présent donné que The Petroleum Oil Trust (Limited), de Londres, Angleterre et de Gaspé, dans la province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à construire et mettre en opération une ligne de tuyaux ou conduits, depuis les terres à l'huile, dans le comté de Gaspé jusqu'à un point à eau profonde dans le dit comté; de construire la dite ligne de tuyaux sur, au-dessus ou au dessous de la surface des terres, rivières, lacs, etc., appartenant à la Couronne et aux propriétaires privés, accordant aussi les pouvoirs nécessaires d'expropriation lorsqu'il sera nécessaire; de construire et mettre en opération des machines, engins, pompes et autres instruments de même nature, et de construire des réservoirs, magasins et quais nécessaires pour mettre la dite ligne de tuyaux en opération.

W. H. DAVIDSON,
Solliciteur de la requérante.

4721-4

Avis public est donné, par les présentes, que la corporation de la ville de Magog, corps politique et dûment incorporé, ayant son bureau et établissement principaux dans la ville de Magog, dans la province de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte confirmant et ratifiant un certain règlement municipal adopté par la dite ville de Magog, le huit juillet 1898, et connu comme le règlement numéro soixante et qui exempt pour une période de vingt-cinq années, du paiement des taxes et autres cotisations municipales, la Dominion Cotton Mills Company, limited, corps politique et dûment incorporé, et ayant son bureau et établissement principaux dans les cité et district de Montréal.

Daté à Magog, ce treizième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix huit.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Procureurs de la requérante.

4713-4

Avis est par les présentes donné que Henry Hogan, propriétaire d'hôtel de la cité et du district de Montréal, et les autres propriétaires intéressés dans l'expropriation de la rue Notre-Dame est, dans le quartier Hochelaga, depuis la rue Frontenac à la rue Moreau, et de la rue Préfontaine aux limites est de la cité de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la cité de Montréal à procéder à l'expropriation des lots et bâtisses nécessaires pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant le plan homologué du quartier Hochelaga, avec pouvoir par la cité d'emprunter l'argent nécessaire pour la dite expropriation, et aussi avec pouvoir de prélever sur les propriétés situées sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier, la moitié du coût de l'expropriation, y compris les dommages soufferts par le fait que les procédés en expropriation ont été suspendus et aussi pour autres fins.

CHS. ARCHER,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 décembre 1898. 4667-4

AVIS.

Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de prélever une répartition sur les francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse, ainsi que certains privilèges et pouvoirs, tels que la confirmation de leur élection comme syndics et le droit de contracter des emprunts, conformément aux résolutions des francs-tenanciers, en date du 11 décembre 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Ptre Curé,
Président des syndics.

Ville Saint-Louis, 12 décembre 1898. 4655-4

Public notice is hereby given that the Petroleum Oil Trust (Limited) of London, England, and of Gaspé, in the province of Québec, will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act authorizing it to construct and operate a line of pipes or conduits, from the oil lands, in the county of Gaspé to a point at deep water in the said county; to build the said pipe line on, above or below the surface of the lands, rivers, lakes, etc., belonging to the Crown, as well as those belonging to private proprietors, granting also the necessary powers to expropriate where necessary; to erect and operate all machinery, engines, pumps, and other appliances of a like nature, and to construct the tanks, warehouses and wharves necessary for the operating of the said pipe line.

W. H. DAVIDSON,
Solicitor for applicant.

4722

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, a body politic and corporate, duly incorporated, and having its head office and place of business in the town of Magog, in the province of Québec, that it will apply to the Québec Legislature, at its next session, for an act to ratify and confirm a certain by-law passed by the said town of Magog, on the 8th day of July, 1898, and known as by law No. 60, the effect of the said by-law being to exempt the Dominion Cotton Mills Company, Limited, a body politic and corporate with its head office and place of business in the city and district of Montreal, from municipal taxes and assessments for a period of twenty-five years.

Dated at Magog, this 13th day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Solicitors for applicants

4714

Notice is hereby given that Henry Hogan, hotel keeper, of the city and district of Montreal, and other proprietors interested in the expropriation of Notre Dame street east, in Hochelaga ward, from Frontenac street to Moreau street, and from Préfontaine street to the east limits of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of authorizing the city of Montreal to proceed to the expropriation of the lots and buildings necessary for widening said Notre Dame street, according to the homologated plan of Hochelaga ward, with power by the said city to borrow the money needed for the said expropriation, as also the power to levy on the properties situated on Notre Dame street, in the said ward, one half of the cost of said expropriation, including the damages suffered by the said interested parties, by the fact of the suspension of the expropriation proceedings, and for other purposes.

CHS. ARCHER,
Attorney for petitioners.

Montreal, 10th December, 1898, 4668

NOTICE.

The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis will apply to the Québec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on the catholic freeholders of the parish, together with certain privileges such as the ratification of their election as trustees, and the power to negotiate loans, pursuant with the resolutions of the freeholders, dated the 11th December, 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Parish-priest,
President of the trustees.
Ville Saint Louis, 12th December, 1898. 4656

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Léopold Guérin, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après avoir passé les examens requis.

LEOPOLD GUERIN,

Requérant.

Montréal, 7 décembre 1898.

4579-5

AVIS PUBLIC.

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un bill pour transporter le bureau d'enregistrement du comté de Labelle de la ville de Buckingham, où il est maintenant, au chef-lieu du comté.

ALBERT MALOUIN,

Procureur du requérant.

Québec, 3 décembre 1898.

4487-5

Avis public est donné que "La Compagnie de Brasserie de Beauport" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender et ratifier la charte qui lui a été octroyée par lettres-patentes, et obtenir de plus amples pouvoirs, et notamment le droit d'augmenter son capital et d'émettre des bons.

N. E. ROUSSEAU,

Secrétaire de la dite compagnie.

Québec, 7 décembre 1898.

4553-5

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Fontaine, barbier, de Montréal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean-Baptiste Longtin et Alexandre Jean, tous barbiers de Québec, pour l'incorporation des barbiers de la province, sous le nom de "Association des Barbiers de la province de Québec," et ce, pour régulariser la pratique du dit métier, la licence des personnes l'exerçant pour en assurer le meilleur apprentissage et pour faire respecter par ses membres les règles de l'hygiène.

PH. V. CHALOULT,

Proc. des req.

Québec, 5 décembre 1898.

4543-5

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite pour l'incorporation du "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal.)

La nature et l'objet de telle application sont de donner une succession perpétuelle et un sceau commun aux pétitionnaires et à leurs successeurs afin d'établir une école dans la cité de Montréal, pour être connue sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), ainsi que des succursales dans la cité de Montréal et ailleurs, et d'y donner un cours d'instruction comprenant l'enseignement de la religion, les langues française, anglaise, latine, grecque et autres, la lecture, l'arithmétique, les mathématiques, l'histoire, la littérature et les arts, comprenant les beaux arts, la sculpture, le dessin, l'art de faire des modèles en plâtre ou autrement, l'architecture, les arts mécaniques et les métiers en général, et toutes les autres branches des sciences et de l'éducation générale qu'il sera jugé à propos d'introduire de temps à autre ; avec pouvoir d'affiliation à toute université, collège ou école, si tel paraît être de l'intérêt de la dite corporation ; avec pouvoir aux pétitionnaires sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), d'acheter, acquérir, recevoir et posséder et d'hériter

NOTICE.

Notice is hereby given that Léopold Guérin, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, student at law, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

LEOPOLD GUERIN,

Petitioner.

Montreal, 7th December, 1898.

4580

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the legislature of Quebec, for the passing of an act to transfer the registry office of the county of Labelle from the town of Buckingham, where it is now to the chief lieu of the county.

ALBERT MALOUIN,

Attorney for promoters.

Quebec, 3rd December, 1898.

4488

Public notice is given that the "Beauport Brewing Company," (La Compagnie de Brasserie de Beauport) will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have the charter granted to it by letters patent amended and confirmed, and to obtain more ample powers, and specially the power to increase its capital stock and to issue debentures.

N. E. ROUSSEAU,

Secretary of said company.

Quebec, 7th December, 1898.

4554

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, by Joseph Fontaine, barber, of Montreal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean Baptiste Longtin and Alexandre Jean, all barbers of Quebec, for the incorporation of the barbers of the province, under the name of "The Barbers' Association of the Province of Quebec", and this, to regularize the practice of the said trade, the licensing of the persons exercising it, to insure a better apprenticeship and to have its members observe the rules of hygiene.

PH. V. CHALOULT,

Atty. for petitioners.

Quebec, 5th December, 1898.

4544

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec, application will be made for the incorporation of the Catholic High School of Montreal.

The nature and the object of such application are to give a perpetual succession and a common seal to the applicants and their successors, for the purpose of establishing a school in the city of Montreal, to be known as the "Catholic High School of Montreal," as well as branches thereof in the city of Montreal and elsewhere, and to give therein a course of instruction of religion, of english and french, latin, greek and other languages, of reading, arithmetic, mathematics, history, literature and arts including fine arts, sculpture, drawing, modelling in clay or otherwise, architecture and mechanical arts and trades generally, and all other branches of the science and of education generally which may be deemed advisable to be introduced from time to time ; with power of affiliation to any university, college or school, should it be deemed advisable ; with power under the name of the "Catholic High School of Montreal" for the applicants to purchase, acquire, receive and possess and inherit for themselves and their successors for the purposes of the said corporation without any other authorization, every kind of movable or immovable property

pour eux et leurs successeurs pour les fins de la dite corporation, sans autre autorisation ultérieure, toute espèce de bien-fonds immeubles ou héritages ou aucun bien-meubles de quelque nature qu'ils soient ; avec pouvoir de les vendre et aliéner et en acheter, acquérir et disposer et d'en posséder d'autres à leur place pour les fins susdites ; avec pouvoir d'emprunter et d'émettre des billets, papiers négociables et débetures, sous son propre crédit, et de contracter et de s'obliger pour l'achat de bien-meubles ou de propriétés immobilières pour toutes les fins tendant à promouvoir et atteindre le succès dans les fins pour lesquelles la dite corporation est demandée ; avec pouvoir de construire des maisons d'école et d'autres maisons ; avec pouvoir sous le dit nom d'ester en justice et d'être poursuivie dans toutes les cours de loi ou d'équité quelconques, de la même manière que le pourrait faire tout autre corps politique ou incorporé dans cette province ; et avec pouvoir et autorité de faire établir des règles, ordres et ordonnances qui ne sont en rien contraires aux lois du pays pour le gouvernement de la dite corporation et de ses affaires et propriétés tant pour la réception, démission ou qualification des membres de la dite corporation que pour toutes autres fins tendant à promouvoir le bien-être de l'intérêt de la dite corporation et aussi avec pouvoir d'amender, changer ou abroger de temps à autres les dites règles, ordres et ordonnances en la manière qu'elle le jugera nécessaire ou expédient et généralement d'administrer toutes les affaires se rapportant aux fins de la dite corporation sous son nom corporé avec tous les droits s'y rapportant et sans aucune responsabilité personnelle contre aucun des membres d'icelle pour les dettes, engagements ou obligations de la dite corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,

Procureurs des pétitionnaires.

Montréal, 6 décembre 1898.

4535-5

CITÉ DE QUÉBEC.

Hôtel de Ville, 5 décembre 1898.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et, entre autres : pour pourvoir au mode d'aider à la construction du chemin de fer le Grand Nord ; pour régulariser l'usage des rues par des compagnies pour l'érection de poteaux en icelles pour soutien de fils électriques ; pour être autorisée à emprunter une certaine somme d'argent pour payer le coût de travaux à faire et de terrains à acquérir pour ouverture, prolongement, élargissement, pavage de rues, places publiques, améliorations et travaux publics d'une manière permanente, et autres pouvoirs et dispositions.

C. A. P. PELLETIER,

Procureur de la cité.

4523-5

Avis est par les présentes donné que Antoine Philippe Eugène Panet, avocat, de la ville de Windsor, dans la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'envoyant en possession définitive des biens de son frère Joseph Félix Lussier Panet, absent.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,

Avocats du dit A. P. E. Panet.

Montréal, 6 décembre 1898.

4531-5

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir que la loi 61 Victoria, chapitre 62, soit amendée de manière à faire disparaître les doutes qui pourraient s'élever quant au droit d'imposer la taxe spéciale créé en vertu de la dite loi sur tous les biens immeubles imposables dans la dite municipalité, et plus spécialement sur

with power to sell, alienate and dispose of the same, and to purchase, acquire and possess any other property in their place for the purposes herein mentioned ; with power to borrow money and to issue notes, negotiable paper and debentures, upon its own credit, and to contract and obligate itself for the purchase of real or movable property for all matters concerning the successful prosecution of the objects for which the incorporation is sought, with power to build schools and other houses ; with power under said name to sue and to be sued in all courts of law or equity, in the same manner as any body politic incorporated in said province, and with power and authority to establish all rules, regulations and ordinances which may not be contrary to the laws of this country for the government of the said corporation and of its affairs and property, as well as for the admission, dismissal or qualification of all members of said corporation as for all other purposes tending to promote the welfare and interest of the said corporation, and also with power to amend, change or abrogate from time to time the said rules, regulations and ordinances in such manner as the corporation may deem necessary and expedient, and generally to transact all business incidental to the objects of such corporation in its corporate name with all the rights incidental thereto, and without any personal responsibility devolving upon any member thereof for the debts, engagements or obligations of the said corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1898.

4536

CITY OF QUEBEC.

City Hall, 5th December, 1898.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of this province, at its next meeting, to obtain certain powers and amendments to its charter and among others : to provide to the mode of helping the construction of the Great Northern Railway ; to regulate the use of the streets by companies to erect poles thereon for sustaining electric wires ; to be authorized to borrow a certain sum of money to pay the cost for works to be done, and grounds to be acquired for opening, prolonging, widening, paving streets, public places, improvements and public works of permanent nature, and other powers and provisions.

C. A. P. PELLETIER,

City solicitor

4524

Notice is hereby given that Antoine Philippe Eugène Panet, advocate, of the town of Windsor, province of Ontario, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to have an absolute possession of the properties belonging to his brother Joseph Félix Lussier Panet, absent.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,

Attorneys for the said A. P. E. Panet.

Montreal, 6th December, 1898.

4532

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of the city of Saint Henry, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend the law 61 Victoria, chapter 62, in such a manner as to dispel all doubts which might arise as to the right to impose the special tax instituted by the said law, on all taxable immovable properties of said municipality, and more specially on the lands and real estate of

les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées dans la dite municipalité.

HUSMER LANCTOT,
Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1898.

4537-5

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation de ville, sous le nom de "Viauville", le territoire suivant, situé dans le comté d'Hochelaga, à savoir :

1° Une partie de la ville de Maisonneuve, comprenant les lots officiels (en grande partie subdivisés) Nos un, une et deux (1, 1a et 2), du village incorporé d'Hochelaga ; ces trois lots contigus l'un à l'autre, sont traversés par le chemin public ou la rue Notre-Dame projetée, tiennent devant au sud-est, au fleuve Saint-Laurent ; derrière, au nord-ouest, aux limites de la municipalité du village incorporé de la Côte de la Visitation, telles que déterminées par la proclamation du 25 octobre 1870, érigeant la dite municipalité du côté sud-ouest, partie au lot officiel No. 3 (trois), du dit village incorporé d'Hochelaga, et partie au lot officiel No cent quatre-vingt-cinq (185), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation, et du côté nord-est aux limites de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe.

2° Cette partie de la dite paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe, aussi traversée par le chemin public, et comprenant les lots officiels Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8), de cette même paroisse ; bornée en front au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, derrière au nord-ouest par le lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation ; du côté sud-ouest par l'étendue de terre ci-dessus désignée, y contigue, et du côté nord-est par le lot officiel No neuf (9), de la dite paroisse de la Longue Pointe ; les susdits lots officiels Nos cinq et huit, tenant en arrière au nord-ouest, au susdit lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village de la Côte de la Visitation, le dit No huit, de la dite paroisse de la Longue Pointe, se prolongeant en front jusqu'au fleuve Saint-Laurent, tandis que le susdit numéro cinq, de la même paroisse, ne se prolonge qu'au chemin public ; les susdits Nos quatre et six, de la dite paroisse, se trouvent au nord-ouest de ce même chemin, et les autres Nos un, deux, trois et sept (1, 2, 3 et 7), de la susdite paroisse, se trouvent entre le dit chemin et le fleuve Saint-Laurent ; et afin de donner à la dite corporation de ville tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires, comme corporation de ville. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations de ville, excepté quant aux matières suivantes : les électeurs municipaux, les élections municipales, les rôles d'évaluation, les cotisations et taxes, les emprunts, les pouvoirs du conseil, l'administration financière, et autres matières d'une importance moindre.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 3 décembre 1898.

4495-5

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant la vente et l'aliénation des parts de la banque Molson, dont il est fait mention dans le testament de feu Dame Anne Kelly, en son vivant marchande de la ville de Sorel, et veuve de feu Martin Foy.

ELIE MAURAUULT,

Avocat.

Sorel, 12 décembre 1898.

4645-4

corporations and incorporated companies of the said municipality.

HUSMER LANCTOT,
Attorney for petitioners.

Montreal, 6th December, 1898.

4538

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to erect into a town, under the name of "Viauville", the following territory, situated in the county of Hochelaga, to wit :

1. A part of the town of Maisonneuve, comprising the official lots (in great part subdivided) Nos. one, onea and two (1, 1a and 2), of the incorporated village of Hochelaga ; these three lots contiguous to each other, are crossed by the public road or the projected Notre Dame street, and bounded in front to the south east by the river Saint Lawrence, in rear, to the north west by the limits of the municipality of the incorporated village of Cote de la Visitation, such as fixed by the proclamation of the 25th of October, 1870, erecting the said municipality on the south west side, partly by the official lot No. 3 (three), of the incorporated village of Hochelaga, and partly by the official lot number one hundred and eighty-five (185), of the said incorporated village of Cote de la Visitation, and on the north east side by the limits of the parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe.

2. That part of the said parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe, also crossed by the public road, and comprising the official Nos. one, two, three, four, five, six, seven and eight (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8), of the same parish ; bounded in front to the south east by the river Saint Lawrence, in rear to the north west by the official lot No. one hundred and eighty-six (186), of the said incorporated village of Cote de la Visitation, on the south west side by the tract of territory herein above described, contiguous thereto ; on the north east side by the official, ot No. 9 (nine), of the said parish of Longue Pointe ; the said official lots Nos. five and eight, bounded in rear to the north west by the said official lot No. 186 (one hundred and eighty-six), of the said village of Cote de la Visitation, said No. eight, of the said parish of Longue Pointe, extending in front to the river Saint Lawrence, while the said number five, of the same parish, reaches only to the public road ; said Nos. four and six, of the said parish, are to the north west of this same road, and the others Nos. one, two, three and seven (1, 2, 3 and 7), of the said parish, are between the said road and the river Saint Lawrence ; and for the purpose of granting to the said town corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its business as a town corporation. It will be subject to the law concerning town corporations, except as to the following matters : municipal electors, municipal elections, assessments and taxes, the loans, the powers of the council, the financial administration, and other matters of less importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 3rd December, 1898.

4496

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the sale and conveyance of the shares of the Molson Bank, the mention thereof is made in the will of the late Dame Anne Kelly, in her lifetime merchant of the town of Sorel, and widow of the late Martin Foy.

ELIE MAURAUULT,

Advocate.

Sorel, 12th December, 1898.

4646

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser et refondre sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer les pouvoirs les plus étendus de législation et d'autonomie, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

1° Les limites de la cité de Montréal, sa division en quartiers, et sa représentation dans le conseil.

2° La composition du dit conseil, le cens d'éligibilité, ainsi que les droits et pouvoirs du maire et des échevins et les élections.

3° La nomination de commissions, comités, d'officiers et de départements civiques.

4° Le pouvoir de faire tous les règlements nécessaires à l'administration, au bon ordre, à la police, à la paix, à la santé publique, au drainage et aux bâtiments, dans la dite cité, de recenser sa population de temps à autre, de pourvoir aux moyens les plus efficaces de protéger la dite cité contre les épidémies, le feu et les inondations, et d'établir un système de statistiques vitales et des dispositions hygiéniques.

5° L'établissement d'une cour du recorder, ses droits et pouvoirs.

6° Les rôles d'évaluation, les taxes et licences, la prescription, la dépense, le revenu, et le pouvoir d'emprunt.

7° Les rues, les améliorations et travaux municipaux, les expropriations.

8° L'aqueduc, et la taxe de l'eau, les égouts, les trottoirs, la procédure pour la perception des taxes, l'adoption de la mise en vigueur et l'exécution des règlements, le droit d'imposer des pénalités et de condamner à l'amende et à l'emprisonnement, et en général, tous les sujets, matières, droits, pouvoirs, et obligations concernant l'intérêt et la bonne administration de la cité de Montréal.

9° Pour sanctionner les paiements de comptes et de réclamations, jugements, etc., ainsi que les avances faites pour divers services et travaux urgents et indispensables, sous la responsabilité du maire et du trésorier de la cité, et pour autres dépenses minimes, et aussi pour autoriser la dite cité à emprunter certaines sommes d'argent pour faire face à ces obligations et autres de même nature, pour régler et consolider la dette contractée en vertu des statuts 60 et 61 Vict., pour dépenses sur le fonds d'emprunt, pendant les années 1897 et 1898, et qui deviendra due et échue le 1er mai 1899 ; et aussi pour compléter la contribution du million de dollars que le conseil de la dite cité avait été autorisé à emprunter pour les améliorations du havre.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité.

Montréal, 8 décembre 1898.

4597-5

Avis est par le présent donné par Vital Raby, marchand épiciier, Louis Roch Montbriand, architecte, Amédée Bouchard, notaire, Edouard Latreille, entrepreneur, et Clément Robillard, manufacturier, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, qu'ils demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La Compagnie d'Assurance de Montréal contre le feu," la dite compagnie devant avoir son bureau principal en la cité de Montréal.

ORESSÉ & DESCARRIES,

Avocats des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898.

4611-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Merchants Cotton Company", ci-devant "Merchants Manufacturing Company", à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte passé par la dite législature, chapitre 67, des statuts 49 et 50 Victoria, sanctionné le vingt-unième jour de juin 1886, à savoir : en augmentant le montant des obli-

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to revise and consolidate its charter, and the acts amending the same, to confer to said city the most extensive powers of legislation and autonomy, and specially to obtain legislative provisions upon, amongst others, the following subjects :

1. The boundaries of the city of Montreal, its division into wards and its representation in the council.

2. The composition of said council, the qualification, powers and rights of the mayor and aldermen and the elections.

3. The appointment of civic commissions, committees, officials and departments.

4. The power to make by-laws required for the administration, good order, police, peace, public health, drainage and buildings within said city, to take a census of its population from time to time, to provide for the most efficient means of protecting said city against epidemics, fire and floods, and to establish a system of vital statistics and hygienic regulations.

5. The establishment of a Recorder's Court, its rights and powers.

6. The assessment rolls, taxes and licenses, prescription, expenditure, revenue and borrowing power.

7. The streets, municipal improvements and works, and expropriations.

8. The water-works, and water rates, the sewers, sidewalks, the proceedings in connection with the collection of taxes, the passing and enforcement of by-laws, the right to impose penalties, and to condemn to a fine and to imprisonment, and generally, all subjects, matters, rights, powers, and obligations concerning the interest and the good administration of the city of Montreal.

9. To sanction the payment of accounts, claims, judgments, etc., as well as the advances made for various urgent and indispensable services and works, under the responsibility of the Mayor and the City Treasurer, and for other minor expenses, and also to authorize the said city to borrow certain sums of money to meet such liabilities, and other obligations of the same nature, to settle and consolidate the debts incurred under the statutes 60 and 61 Victoria, for expenditure ex-Loan Fund, during the years 1897 and 1898, and which will mature on the 1st of May, 1899 ; and also to complete the contribution of one million dollars which the council of the said city was authorized to borrow for the harbor improvements.

L. O. DAVID,

City clerk.

Montreal, 8th December, 1898.

4598

Notice is hereby given by Vital Raby, merchant grocer, Louis Roch Montbriand, architect, Amédée Bouchard, notary, Edouard Latreille, contractor, Clément Robillard, manufacturer, all of the city of Montreal, district of Montreal, that they will apply to the Quebec legislature, at its next session, its incorporation under the name of "La Compagnie d'assurance de Montréal contre le feu", said company to have its chief office in the city of Montreal.

ORESSÉ & DESCARRIES,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th December, 1898.

4612

Notice is hereby given that application will be made on behalf of the Merchants Cotton Company, heretofore the Merchants Manufacturing Company, to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act passed by the said legislature, being chapter 67, of the statutes of the year 49 and 50 Victoria, assented to on the twenty-first day of June, 1886, to wit : by increasing the

gations que ladite compagnie est autorisée en vertu du dit acte à émettre de \$200,000 à \$400,000, quatre cent mille piastres et autorisant des obligations jusqu'au montant ci-dessus en dernier lieu mentionné avec ou sans coupons, et avec le pouvoir de donner une hypothèque sur la propriété immobilière de la compagnie en faveur des fidéi-commissaires comme garantie aux porteurs des dites obligations, et dans le but de ratifier et confirmer le règlement No 22 passé par la dite compagnie, le trente-unième jour de mars 1898, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges ordinaires, nécessaires ou y ayant rapport qui peuvent être nécessaires ou en rapport à l'émission de telles obligations ou utiles pour atteindre les objets du dit règlement.

McGOUN & ENGLAND,
Procureurs des requérants,
The Merchants Cotton Company.
Montréal, 7 décembre 1898. 4587-5

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour prolonger le temps pour l'achèvement de son chemin de fer et autres travaux, pour vendre un courant de force électrique pour lumière et autres fins et en disposer, pour prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'à la ville de Berthier, au moyen d'un embranchement, pour ratifier la convention entre la compagnie et la municipalité de la paroisse de la Pointe aux Trembles, pour changer la date de son assemblée annuelle, pour acquérir, louer, posséder, gérer et mettre en opérations des hôtels, restaurants, parcs et lieux d'amusement, pour ratifier toutes conventions avec The Montreal Island Belt Line Railway Company, pour augmenter le fonds social de la compagnie et pour d'autres fins.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.
Montréal, 5 décembre 1897. 4599-5

Avis public est par le présent donné que The Windsor Hotel Company, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de consolider les actes concernant la compagnie, pour autoriser l'émission d'un fonds social additionnel et pour obtenir des pouvoirs additionnels concernant l'émission de débentures; pour obtenir le pouvoir d'augmenter de temps à autre le dit fonds social additionnel, selon que la compagnie le jugera à propos dans l'intérêt de ses affaires et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 décembre 1898. 4591-5

Avis public est par les présentes donné que Jacques Cartier, écrivain, cultivateur, et Delle Virginie Cartier, fille majeure, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le comté de Verchères, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les autorisant, à titre de propriétaires ou autrement, à retirer les dix dix-septièmes des rentes constituées non encore acquittées, créées au nom de Charles Lamothe, en son vivant huissier de la paroisse de Saint-Denis; énumérées les dites rentes constituées, dans un acte de compte-rendu fait par A. M. Archambault, notaire, le 5 mars 1883 et autres documents.

Au cas de paiement du capital des dites rentes, à le recevoir, en donner des quittances valables et à ratifier celles données avant aujourd'hui. A poursuivre en justice le recouvrement des dites rentes à défaut de paiement, le tout pour les dix dix-septièmes.

A. M. ARCHAMBAULT,
Pour les requérants.
Saint-Antoine 5 décembre 1898. 4565-5

amount of bonds which the said company is authorised to issue from \$200,000 to \$400,000, four hundred thousand dollars and authorizing bonds to the amount last above mentioned with or without coupons, and with power to grant a hypothec upon the immovable property of the company in favour of trustees as security for the holders of such bonds, and for the purpose of ratifying and confirming by-law No. 22 passed by the said company on the thirty-first day of March, 1898, with all the other usual, necessary or incidental rights, powers or privileges that may be necessary or incidental to the issue of such bonds, or conducive to the attainment of the objects of the said by-law.

McGOUN & ENGLAND,
Attorneys for applicants,
The Merchants Cotton Company.
Montreal, 7th December, 1898. 4588

Public notice is hereby given that the Châteauguay and Northern Railway Company will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to extend the time for the completion of its railway and other works, to sell and dispose of electric current and energy for lighting and other purposes, to extend its line of railway to the town of Berthier, by means of a branch line, to ratify the agreement between the company and the municipality of the parish of Pointe aux Trembles, to change the date of its annual meeting, to purchase, lease, own, manage and operate hotels, restaurants, parks and places of amusement, to ratify all agreements with the Montreal Island Belt Line Railway Company, and to increase the capital stock of the Company, and for other purposes.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.
Montreal, 5th December, 1898. 4600

Public notice is hereby given by and on behalf of the Windsor Hotel Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to consolidate the acts relating to the company; to authorize the issue of additional capital stock, and for additional powers in connection with the issue of debentures, for the purpose of raising from time to time such additional capital as the company may require for the purpose of its business and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th December, 1898. 4592

Public notice is hereby given that Jacques Cartier, Esq., farmer, and miss Virginie Cartier, spinster, both of the parish of Saint Antoine, in the county of Verchères, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them, as proprietors or otherwise, to withdraw the ten seventeenths of constituted rents not yet paid, created in the name of Charles Lamothe, in his lifetime baillif, of the parish of Saint Denis; said constituted rents being enumerated in a deed of rendering of accounts made by A. M. Archambault, notary, on the 5th of March, 1883, and other documents.

In case of payment of the capital of the said rents, to receive it, give good and valid discharges therefor and to ratify those already given; to sue for the recovery of the said rents in default of payment, the whole for the ten seventeenths.

A. M. ARCHAMBAULT,
For the petitioners.
Saint-Antoine, 5th December, 1898. 4566

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de prolonger, jusqu'au premier jour de mai 1899, le délai lorsque la cité de Montréal devra procéder à l'élargissement de la première section de la rue Saint-Antoine, s'étendant de la rue Craig jusqu'à la rue de la Montagne, et jusqu'au premier jour de mai 1901, lorsque la cité devra procéder à l'élargissement de la deuxième section, savoir : de la rue de la Montagne jusqu'aux limites de la cité, avec pouvoir, par la dite cité, d'emprunter les argents nécessaires pour la dite expropriation, la moitié des frais de la dite expropriation devant être supportée par la dite cité, et l'autre moitié devant être imposée aux propriétaires faisant front sur la dite rue, par une taxe payable dans quarante ans, et pour d'autres fins.

J. L. PERRON,
Procureur des requérants.

Montréal, 12 décembre 1898. 4867-2

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Summerlea s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et amendements à sa loi d'incorporation, et entre autres : Pour étendre ses limites ; Pour mieux définir ses pouvoirs d'imposer et de collecter certaines taxes et licences ; Pour modifier la manière de faire des emprunts et obtenir de nouveaux pouvoirs.

L. FOREST,
Secrétaire-trésorier.

Summerlea, 27 décembre 1898. 4917-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une Compagnie avec pouvoir de contracter pour compléter et mettre en opération aucune entreprise ayant pour objet de fournir la chaleur, lumière, service d'eau ou pouvoir d'eau ou tramway dans aucune municipalité, de placer ses fonds sur premières hypothèques et sur débentures d'aucune corporation municipale ou dans les fonds, bons ou débentures d'aucune compagnie incorporée pour aucuns des susdits objets ou pour d'autres fins.

P. S. G. MACKENZIE,
Procureur des requérants.

Richmond, 15 décembre 1898. 4731-4

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to extend to the first of May, 1899, the delay when the city of Montreal shall proceed to the widening of the first section of Saint Antoine street, extending from Craig street to Mountain street, and until the first of May, 1901, when the city shall proceed with the widening of the second section, viz : from Mountain street to the city limits, with power, by the said city, to borrow the money needed for the said expropriation, one half of the cost of said expropriation to be borne by the said city, and the other half to be levied on the proprietors fronting on said street, by a tax payable within forty years, and for other purposes.

J. L. PERRON,
Attorney for petitioners.

Montreal, 12th December, 1898. 4868

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Summerlea will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its law of incorporation, and amongst others : To extend its limits ; To better determine its powers to impose and collect certain taxes and licences ; To modify the way of borrowing monies and to demand new powers.

L. FOREST,
Secretary treasurer.

Summerlea, 27th December, 1898. 4918

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company with power to contract for, complete and operate any enterprise having for its object the supplying of heat, light, water or power or tramway service in any municipality, to invest its funds in first hypothecs and in the debentures of any municipal corporation or in the stock, bonds or debentures of any company incorporated for any of the foregoing objects, or for other purposes.

P. S. G. MACKENZIE,
Attorney for applicants.

Richmond, 15th December, 1898. 4732

Avis Divers

District de Montréal, } Cour Supérieure.
No. 3084.

Dame Annie Rebecca Barker, de Chambly Canton, dans le district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, James Gibson, teneur de livres, du même lieu, et contre son curateur *ad hoc*, William J. Pearson, marchand, des cité et district de Montréal.

SICOTTE & BARNARD,
Avocats du demandeur.

Montréal, 30 décembre 1898. 23

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No 433.

Dame Caroline Guertin, de la paroisse de Belœil, district de Montréal, épouse de Alexandre Joseph Préfontaine, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexandre Joseph Préfontaine, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour en cette cause.

F. J. BISAILLON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 décembre 1898. 25

Miscellaneous Notices

District of Montreal, } Superior Court.
No. 3084.

Dame Annie Rebecca Barker, of Chambly Canton, in the district of Montreal, has, this day, instituted an action as to separation of property against her husband, James Gibson, book-keeper, of the same place, and against his curator *ad hoc*, William J. Pearson, of the city and district of Montreal, merchant.

SICOTTE & BARNARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th December, 1898. 24

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 433.

Dame Caroline Guertin, of the parish of Belœil, district of Montreal, wife of Alexandre Joseph Préfontaine, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Alexandre Joseph Préfontaine, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

F. J. BISAILLON,
Attorney for plaintiff

Montreal, 29th December, 1898. 26

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure. } *Cour Supérieure. —
New Carlisle.*
No. 766.

Dame Mary Synderline Murphy, épouse commune en biens de George William Harvey McKenzie, de la paroisse des Saints-Anges Gardiens de Cascapédia, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, gentilhomme.

Demanderesse ;

vs.

Le dit George William Harvey McKenzie,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, aujourd'hui, en cette cause.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Procureurs de la demanderesse.

New Carlisle, 10 décembre 1898. 13

Province de Québec,
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No. 239.

Mary Ann Law Guilmartin, de la paroisse de Saint-Michel, épouse de Onésiphore Ernest Talbot, du même lieu, cultivateur, et membre de la Chambre des Communes du Canada, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, de la paroisse de Saint-Michel, dans le district de Montmagny,

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND & STUART,

Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 21 décembre 1898. 4781-3

Province de Québec }
District de Joliette } *Cour Supérieure*
No. 2988.

Dame Héloïse Goulet, de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, épouse de Onésime Bourgeault, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le dit Onésime Bourgeault, du même lieu, défendeur.

VICTOR ALLARD,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 5 décembre 1898. 4689-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 1540.

Malvina Rousseau, de Montréal, épouse de Maxime Gervais, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Maxime Gervais, contracteur, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens est intentée en cette cause.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 décembre 1898. 4529-5

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Maxime Lavigne, du même lieu, marchand et commerçant, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Maxime Lavigne, de la dite cité de Hull,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

MAJOR & GOYETTE,

Procureurs de la demanderesse.

Hull, 5 décembre 1898. 4679-4

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court. —
New Carlisle.*
County of Bonaventure. }
No. 766.

Dame Mary Synderline Murphy, wife common as to property of George William Harvey McKenzie, of the parish of Les Saints Anges Gardiens de Cascapédia, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, gentleman,

Plaintiff ;

vs.

The said George William Harvey McKenzie,
Defendant.

An action for separation as to property has been, to day, instituted in this cause.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Attorneys for the plaintiff.

New Carlisle, 10th December, 1898. 14

Province of Quebec,
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 239.

Mary Ann Law Guilmartin, of the parish of Saint Michel, wife of Onésiphore Ernest Talbot, of the same place, farmer, and member of the House of Commons of Canada, duly authorized, to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, of the parish of Saint Michel, in the district of Montmagny,

Defendant.

An action in separation from bed and board and in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND & STUART,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 21st December, 1898. 4782

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 2988.

Dame Heloise Goulet, of the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, wife of Onésime Bourgeault, farmer, and duly authorized to sue, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation of property against the said Onésime Bourgeault, of the same place, defendant.

VICTOR ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 5th December, 1898. 4690

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1540.

Malvina Rousseau, of Montreal, wife of Maxime Gervais, of the same place, duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs.

Maxime Gervais, contractor, of the same place,
Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th December, 1898. 4536

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, of the city of Hull, in the district of Ottawa, wife common as to property of Maxime Lavigne, of the same place, merchant and trader, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Maxime Lavigne, of said city of Hull,
Defendant.

An action of separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.

MAJOR & GOYETTE,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 5th December, 1898. 4680

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 108.

Dame Lillian Albertia Meigs, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de John Patrick Heath, du même lieu, commise, dûment autorisée pour les fins présentes à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit John Patrick Heath, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 5 décembre 1898. 4581-5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }
No. 146.

Dame Delphine Boutin, de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, épouse de Joseph Côté, cultivateur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Joseph Côté, de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 novembre 1898.

CREPEAU & CREPEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Daté ce 22 décembre 1898. 4863-3

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François }
No. 101.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, dans la dite Cour, par Dame Délina Forgues, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Pierre A. Lessard, du même lieu, marchand de bois, dûment autorisée à poursuivre son dit époux Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Daté, 20 décembre 1898. 4833-3

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-François }
No. 122.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans la dite cour, par Dame Hattie Louisa Stacy, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse de Stewart William Bishop, ci-devant du canton de Dudswell, dans le dit district, commerçant, maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique dans des lieux inconnus à la demanderesse, dûment autorisée à poursuivre son dit époux, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Daté, 20 décembre 1898. 4831-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauharnois. }
No. 473.

Dame Isabella Kerr, de Athelstan, dans le canton Hinchinbrooke, et district de Beauharnois, épouse commune en biens de Bernard O'Connor, fromager, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Bernard O'Connor, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

MCCORMICK & CLAXTON,
Procureurs de la demanderesse.
Beauharnois, 2 décembre 1898. 4621-4

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 108.

Dame Lillian Albertia Meigs, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of John Patrick Heath, of the same place, clerk, duly authorized for the ends hereof to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.
The said John Patrick Heath, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, this day, by plaintiff against defendant.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 5th December, 1898. 4582

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
No. 146.

Dame Delphine Boutin, of the parish of Saint Louis de Blandford, wife of Joseph Côté, farmer, of the same place,
Plaintiff ;

vs.
The said Joseph Côté, of the parish of Saint Louis de Blandford, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 23rd November, 1898.

CREPEAU & CREPEAU,
Attorneys for plaintiff.
Dated this 22nd of December, 1898. 4864

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis, }
No. 101.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said Court by Dame Delina Forgues, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife commune en biens of Pierre A. Lessard, of the same place, lumber merchant, duly authorized to sue her said husband Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,
Attorney for Plaintiff.
Dated, December 20th, 1898. 4834

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 122.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said court, by Dame Hattie Louisa Stacy, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife of Stewart William Bishop, heretofore of the township of Dudswell, in said district, trader, and now absent in some place unknown to plaintiff, in the United States of America, duly authorized to sue her said husband, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,
Attorney for plaintiff.
Dated, 20th December, 1898. 4832

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauharnois. }
No. 473.

Dame Isabella Kerr, of Athelstan, in the township of Hinchinbrooke, and district of Beauharnois, wife common as to property of Bernard O'Connor, cheese-maker of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.
The said Bernard O'Connor, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.

MCCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiff.
Beauharnois, 2nd December, 1898. 4622

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidates à la pratique du droit.—Candidates to practice law.

Examens du 10 janvier 1899.—Examinations of January 10th, 1899.

Noms. Names.	Prenoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Baby.....	L. G. René D.	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	Montréal.....	Laval.
Beauregard.....	Elzéar.....	27 ans—27 years.....	Saint-Damase.....	"
Beaudoin.....	Thomas A.....	".....	Montréal.....	"
DeLorimier.....	L. Raoul.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	".....	"
Gaudet.....	J. M. Bernard.....	23 ans—23 years.....	Sainte-Anne des Plaines.....	"
Honan.....	Cornelius.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	Montréal.....	McGill.
Iles.....	Charles P.....	28 ans—28 years.....	".....	"
Internoscia.....	Jérôme.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	".....	"
Kennedy.....	John K.....	24 ans—24 years.....	".....	"
Landry.....	Louis Joseph.....	".....	Saint-Cuthbert.....	Laval.
Lapierre.....	Omer.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	St-Théodore de Chertsey.....	"
Leonard.....	Joseph V.....	24 ans—24 years.....	Sainte-Monique.....	"
Marchand.....	Charles Ed.....	23 ans—23 years.....	Saint-Jérôme.....	"
Mousseau.....	Joseph A.....	Plus de 21 ans—Over 21 years.....	Montréal.....	Laval.
Pauzé.....	Joseph Xiste.....	".....	".....	"
Pelland.....	J. Alfred.....	26 ans—26 years.....	".....	McGill.
Pilon.....	Joseph A.....	".....	".....	"
Stewart.....	Alexander M.....	23 ans—23 years.....	Westmount.....	"

J. C. WALSH,

Secrétaire, Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to study law.

Examens du 10 janvier 1899.—Examinations of January 10th, 1899.

Noms—Names.	Age.	Résidence.	Ecole et collège—School and college.
Adams, Byron A.....	19	Adamsville.....	Montreal Collegiate Inst.
Armstrong, Antony.....	22	Bristol, Qué.....	McGill.
Béique, Frédéric A.....	19	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
Bigue, Philippe.....	20	Sainte Anne de la Pêrade.....	Séminaire de Québec.
Blanchet, Denis.....	24	Saint-Hyacinthe.....	Séminaire Sainte Marie Monnoir.
Bonin, Alexandre L.....	21	Montréal.....	Montréal.
Bousquet, Jean-B.....	20	Saint-Aimé.....	College Saint-Hyacinthe.
Brayau, Arthur.....	19	Montréal.....	" Sainte-Marie.
Bumbray, Jean E. C.....	21	".....	" "
Couper, William M.....	24	" South.....	Montreal Collegiate Inst.
Cousineau, Louis.....	20	".....	Ottawa College.
Delisle, Arthur.....	23	Cap Santé.....	Séminaire de Nicolet.
Dérôme, Téléphore.....	20	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
Draper, Dennis C.....	26	Sutton Junction.....	Montreal Collegiate Inst.
Gravel, Joseph A.....	19	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
Jodoin, Henri.....	21	".....	" " "
Legault, Donat.....	21	L'Isle de Perrot.....	" " Thérèse.
Loeb, Archie.....	18	Montréal.....	Montreal Collegiate Inst.
Loiselle, Armand.....	21	".....	Collège Sainte-Marie.
Mann, John A.....	22	".....	High School, Montreal.
Mitchell, Holsey L.....	18	Drummondville.....	Montreal Collegiate Inst.
Mitchell, Walter G.....	21	".....	McGill.
Ogden, Chs. G.....	19	Three Rivers.....	"
Perrault, J. Z. Alphonse.....	22	Victoriaville.....	Leblond & Bonin.
Pilon, J. Wilfrid.....	22	Montréal.....	Collège Montréal.
Robillard, Louis G.....	32	".....	Montreal Business College.
Rocheleau, Alonzo.....	22	Drummondville.....	Collège Saint-Hyacinthe.
Skinner, Walda W.....	20	Montréal.....	McGill.
Springle, Hobart.....	24	".....	"
Tremblay, Joseph A.....	22	Saint-Alphonse.....	Séminaire de Chicoutimi.
Vipond, Herbert S.....	18	Montréal.....	Leblond & Bonin.
Westover, Egbert W.....	26	Sutton.....	McGill.
Wood, Albert E.....	22	Montréal.....	Montreal Collegiate Inst.
Robeson, William.....	37	Ottawa.....	Manitoba University.

J. C. WALSH,

Secrétaire, Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

AVIS.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The De Laval Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De louer, acheter, manufacturer, vendre et faire en général le commerce de machines centrifuges, crèmesuses, ustensiles pour crèmerie et beurrierie, et toutes sortes d'appareils, instruments, fournitures et produits pour crèmerie et laiterie, y compris droits de patentes et privilèges de droits de patentes pour tous les susdits objets, avec plein pouvoir d'acquérir telle propriété, meubles et immeubles, avantageuse ou nécessaire pour les affaires de la compagnie ;

(b) Acquérir par achat ou autrement toute propriété de toute personne, société ou compagnie, faisant affaires et autorisées à posséder telle propriété, ainsi que d'entreprendre toute affaire ou partie d'affaires et de les acquérir de toute personne, société ou compagnie aussi autorisée.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$10,000, divisé en 200 parts de la valeur de \$50 chacune.

5° Les noms au long, résidences ou professions des requérants sont comme suit : Francis Joseph Arend, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, gérant ; John Selkirk Clunie, marchand ; William Carey, machiniste ; Charles William Schnare, agent ; Michael Joseph Francis Quinn, avocat ; Joseph Ward, marchand, tous de la cité de Montréal. Les dits Francis Joseph Arend, John Selkirk Clunie, William Carey, Charles William Schnare et Michael Joseph Francis Quinn seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

QUINN & MORRISON,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 3 janvier 1899.

4883-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte par lettres patentes sous le grand sceau, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants ci-après nommés et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Q. & W. Company of Canada".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de platines servant de liens (tie plates) et autres objets spéciaux de toutes sortes pour chemin de fer, fournitures de chemin de fer de toutes sortes, machines, fournitures de machinistes, spécialités de commerce, et articles manufacturés en métal, bois et autres substances.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de \$99,900, divisé en 999 actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms, résidences et professions des requérants sont : David Wegg, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats Unis d'Amérique, manufacturier ; Louis C. Dean, commis

NOTICE

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for the granting of a charter of incorporation under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned

1. The name of the company is to be "The DeLaval Manufacturing Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To lease, purchase, manufacture, sell, rent, let and generally trade in centrifugal machinery, cream separators, cream and butter making implements, and all kinds of creamery and dairy apparatus, implements supplies, and produce, including patent rights and patent right privileges for any of the same, with full power to acquire such property, real and personal, as may be deemed advantageous or desirable for the business of the company ;

(b) To acquire by purchase or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, goodwill or property of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possess.

3. The chief place of business of the company is to be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the company is to be \$10,000, divided into 200 shares of the value of \$50 each.

5. The names in full and the addresses and callings of the applicants are as follows : Francis Joseph Arend, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, manager ; John Selkirk Clunie, merchant ; William Carey, machinist ; Charles William Schnare, agent ; Michael Joseph Francis Quinn, advocate ; Joseph Ward, merchant, all of the city of Montreal. The said Francis Joseph Arend, John Selkirk Clunie, William Carey, Charles William Schnare and Michael Joseph Francis Quinn are to be the first or provisional directors of the said company.

QUINN & MORRISON,
Solicitors for applicants.

Montreal, 3rd January, 1899.

4884

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter by letters patent under the great Seal in virtue of "the Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants hereinafter named and all others who may become shareholders in the company to be created a body politic and corporate.

1. The corporate name of the proposed company is "The Q. & W. Company of Canada".

2. The objects for which incorporation is sought, are the manufacturing, buying, selling and dealing in tie plates and other railway specialties of all sorts, railway supplies of all sorts, machinery, machinist's supplies, trade specialties, and manufactured articles of metal, wood and other substances.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock of the said company is \$99,900, divided into 999 shares of the par value of \$100 each.

5. The names, addresses and calling of the applicants are David Wegg, of the city of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, manufacturer ; Lewis C. Dean, com-

voyageur ; George Foster, machiniste ; Frank Eldon Came, agent, les trois derniers nommés de la cité de Montréal ; et Alexander Falconer, de la ville de Westmount, avocat, tous de la province de Québec. Les dits David Wegg, George Foster et Alexander Falconer seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 24 décembre 1898.

4873-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle* de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets ; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la Compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite Compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres, chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant de manufacture ; Narcisse Langevin, marchand ; David Frank Smith, comptable ; Joseph Adélaïde Trotter, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la Compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,

Procureur des requérants.

Salaberry de Valleyfield, 15 décembre 1898.

4753-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle* de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

(a) Le nom collectif proposé de la Compagnie sera The J. S. Prince Company (en commandite).

(b) L'objet pour lequel l'incorporation est deman-

mercial traveller ; George Foster, machinist ; Frank Eldon Came, agent, the three last named of the city of Montreal ; and Alexander Falconer, of the town of Westmount, advocate, all in the province of Quebec. The said David Wegg, George Foster and Alexander Falconer will be the first directors of the said company.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 24th December, 1898.

4874

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Quebec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes ; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory manager ; Narcisse Langevin, merchant ; David Frank Smith, accountant ; Joseph Adélaïde Trotter, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, who will be the company's first directors and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,

Attorney for petitioners.

Salaberry de Valleyfield, 15th December, 1898.

4754

Notice is hereby given that within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act", incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, viz :

(a) The proposed corporate name of the company is "The J. S. Prince Company, Limited" ;

(b) The object for which incorporation is sought

dée est de faire en général le commerce d'ameublement de bureaux et de maisons ; de manufacturer, acheter, importer, vendre, louer ou échanger tous les articles, biens ou effets qui entrent ou peuvent entrer dans le fonds de commerce de telles affaires, et de plus d'acquiescer et prendre toutes affaires semblables déjà établies et transigées dans la cité de Montréal.

(c) Le montant du fonds social de la dite Compagnie sera de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

(d) La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

(e) Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit : John Samuel Prince, gérant ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturier ; Thomas Ligget, marchand ; Thomas John McCarthy, commerçant ; Thomas Tombyll, marchand ; et Dame Alida Bruton, commerçante, tous de la cité de Montréal. Les dits John Samuel Prince, Thomas Ligget et Thomas John McCarthy seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

D. R. MURPHY,
Soliciteur des requérants.

Montréal, 13 décembre 1898. 4675-4

COMPAGNIE DE NAVIGATION RICHELIEU ET ONTARIO.

Vente d'effets non réclamés.

Montréal, mardi, 31 janvier 1899.

BENNING & BARSALOU,
Encanteurs. 4639-3

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Chicoutimi. }
Dans l'affaire de Boily & Claveau, marchands, Chicoutimi, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 décembre 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu. 45
Québec, 4 janvier 1899.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District d'Ottawa. }
No 9.

Moïse Trudel, Demandeur-créditeur ;
vs.

J. Damien Caron, Défendeur-failli.
Avis est par le présent donné que le défendeur-failli, a, le troisième jour de janvier courant, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour, au palais de justice, en la cité de Hull, district d'Ottawa.

GEO. E. BERTHIAUME,
Député protonotaire de la dite cour.
Bureau du protonotaire,
Rochon & Champagne,
Avocats du créancier-demandeur. 47
Hull, 3 janvier 1899.

is to carry on the business of general dealers in office and household furniture and furnishings ; to manufacture, buy, import, sell, lease or exchange all articles, chattels or goods that enter or may enter into the stock-in-trade of such a business ; and further to acquire and take over any similar business already established and carried on in the city of Montreal ;

(c) The amount of the capital stock of the said company shall be \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each ;

(d) The principal place of business of the said company shall be in the city of Montreal ;

(e) The names, occupation and residence of each of the applicants is as follows : John Samuel Prince, manager ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturer ; Thomas Ligget, merchant ; Thomas John McCarthy, trader ; Thomas Tombyll, merchant, and Dame Alida Bruton, trader, all of the city of Montreal. The said John Samuel Prince, Thomas Ligget and Thomas John McCarthy shall be the first, or provisional, directors of the said company.

D. R. MURPHY,
Solicitor for Applicants. 4676

Montreal, 13th December, 1898.

RICHELIEU AND ONTARIO NAVIGATION COMPANY.

Sale of unclaimed goods.

Montreal, Tuesday, January 31st, 1899.

BENNING & BARSALOU,
Auctioners. 4640

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Chicoutimi. }

In the matter of Boily & Claveau, merchants, Chicoutimi, Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 30th December, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within 30 days from this date.

PARADIS & JOBIN,
Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building. 46
Quebec, 4th January, 1899.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 9.

Moïse Trudel, Plaintiff-creditor ;
vs.

J. Damien Caron, Defendant-insolvent.
Notice is hereby given that the defendant-insolvent has, on the third day of January instant, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of this court, at the court house, at the city of Hull, in the district of Ottawa.

GEO. E. BERTHIAUME,
Deputy protonotary of said court.
Prothonotary's office,
Rochon & Champagne,
Attorneys for creditor-plaintiff. 48
Hull, 3rd January, 1899.

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Trois-Rivières. }
Dans l'affaire de N. G. L. Lehoullier, marchand, de
Grand'Mère, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
ordre de la cour, en date du 30 décembre 1898, nous
avons été nommés curateurs aux biens de cette
succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
nous, dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 4 janvier 1899. 43

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Avis est par le présent donné que Willie Du-
charme, de Magog, P. Q., marchand, a fait cession
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers, le 30 décembre 1898, au bureau du protono-
taire de la cour supérieure pour le district de Saint-
François.

J. P. ROYER,
pour le gardien provisoire.

Bureau de J. P. Royer,
Comptable, 87, rue Wellington.
Sherbrooke, 3 janvier 1899. 37

Canada, } *Cour Supérieure.*
Province de Québec, }
District d'Ottawa. }
Dans l'affaire de J. D. Thomson, de Buckingham,
Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article
770 du code de procédure civile, que, ce jour, je,
John McD. Hains, de Montréal, comptable incor-
poré, par ordre de la dite cour, ai été nommé cura-
teur des biens et effets, meubles et immeubles du
dit failli dans cette affaire, abandonnés par lui pour
le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le
présent notifiés de produire leurs réclamations de-
vant moi, dans mon bureau, bâties Fraser, 43, rue
Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Montréal, 4 janvier 1899. 55

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.

Dans l'affaire de Thomas Roy, commerçant, de la
paroisse de Saint-Judes, Cédant.
Avis est donné que le trente décembre dernier, le
soussigné a été nommé, par une ordonnance de la
cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait ces-
sion de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être pro-
duites entre mes mains dans les trente jours de cet
avis.

J. MORIN,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 4 janvier 1899. 41

Règles de Cour

Canada, }
Province de Québec. } *Dans la Cour Supérieure.*
District de St-François. }

En vertu de l'acte des liquidations du Canada.
Devant l'honorable M. le juge White.

Joseph Bédard, Requéant ;

vs.

The Richmond Industrial Company ;
Intimée, faillie ;

et

John Ewing, junior, de la ville de Richmond,
Régistrateur, liquidateur.

Canada, } *Superior Court.*
Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
In the matter of N. G. L. Lehoullier, merchant,
Grand'Mère, Insolvent.
Notice is hereby given that in virtue of an order
of the court, dated 30th of December, 1898, we have
been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with us, within thirty days
from this date.

PARADIS & JOBIN,
Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 4th January, 1899. 44

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
Notice is hereby given that Willie Ducharme, of
Magog, P. Q., trader, has, on the 30th day of De-
cember, 1898, made a judicial abandonment of his
property for the benefit of his creditors, at the office
of the prothonotary, of the superior court for the
district of Saint Francis, according to law.

J. P. ROYER,
for provisional guardian.

Office of J. P. Royer,
Accountant, 87, Wellington street.
Sherbrooke, 3rd January, 1899. 38

Canada, } *Superior Court.*
Province of Quebec, }
District of Ottawa. }
In the matter of J. D. Thomson, Buckingham,
Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770
of the code of civil procedure, that, on this day, I,
John McD. Hains, of Montreal, chartered account-
ant, was, by order of the said court, appointed to be
curator to the property and effects, real and personal
of the said insolvent in this matter, abandoned by
him for the benefit of his creditors, who are hereby
notified to file their claims with me, at my office,
Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament street, Mon-
treal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Montreal, 4th January, 1899. 56

Superior Court—District of Saint Hyacinth.

In the matter of Thomas Roy, trader, of the parish
of Saint Judes, Insolvent.
Notice is hereby given that on the thirtieth
December last, the undersigned has been appointed
by order of the court, curator to the property of
the said insolvent who has made an abandonment
of his properties for the benefit of his creditors.

The sworn claims must be filed with me within a
delay of thirty days.

J. MORIN,
Curator.
Saint Hyacinth, 4th January, 1899. 42

Rules of Court

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of St. Francis. }

Under the winding up act of Canada.
Before the honorable Mr. Justice White.

Joseph Bédard, Petitioner ;

vs.

The Richmond Industrial Company,
Respondent, insolvent ;

and

John Ewing, junior, of the town of Richmond,
Registrar, liquidator.

Les créanciers de l'intimée, faillie, sont requis de produire leurs réclamations devant moi, le ou avant le premier jour de mars prochain,

JOHN EWING, JR.,
Liquidateur.

Richmond, Québec, 3 janvier 1899. 57

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Le vingt-neuvième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Présent :—L'honorable juge Mathieu.
In re Paul Fournier, Failli ;
Joseph Dorais, et Syndic ;
Le dit Paul Fournier, et Requéant.

Il est ordonné sur requête du dit requérant qu'une assemblée des créanciers du dit Paul Fournier, soit tenue dans la salle d'audience pour les affaires de faillite, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le seizième jour de janvier prochain (1899), à dix heures et demie de l'avant-midi, dans le but de nommer un nouveau syndic aux biens du dit Paul Fournier aux lieu et place du dit Joseph Dorais, qui a résigné la dite charge.

Par ordre

L. H. COLLARD,
4941-2 Député protonotaire de la cour supérieure.

Licitation

Canada, }
Province de Québec. }
District de Montmagny. }
LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure rendu à Montmagny, dans le district de Montmagny, le 14 décembre 1898, dans une cause dans laquelle Augustin Olivier Bernier, cultivateur, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, est Demandeur ; contre Zéphirin Guimont, fabricant de fromage, du même lieu, est Défendeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain sis et situé en la dite paroisse du Cap Saint-Ignace, sur la première concession du fleuve Saint-Laurent, de la contenance de seize perches et huit pieds de front sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans mesures précises, connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt-huit, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse du Cap Saint-Ignace—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus-offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour de FEVRIER 1899, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, Montmagny ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

A. T. BENDER,
Procureur du demandeur.
Montmagny, 24 décembre 1898. 4869-2
[Première publication, 31 décembre 1898.]

The creditors of the respondent insolvent are requested to file their claims with me, on or before the first day of March next.

JOHN EWING, JR.,
Liquidator.

Richmond, Quebec, 3rd January, 1899. 58

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDMENTS.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
The twenty-ninth day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Present :—The honorable Mr. Justice Mathieu. }
In re Paul Fournier, Insolvent ;
Joseph Dorais, and Assignee ;
The said Paul Fournier, and Petitioner.

It is ordered on the petition of the said petitioner that a meeting of the creditors of the said Paul Fournier, be held in the court room for insolvency matters, in the court house, in the city of Montreal, on the sixteenth day of January next (1899), at half past ten of the clock in the forenoon, for the purposes of appointing a new assignee to the Insolvent's estate of the said Paul Fournier in lieu and place of said Joseph Dorais, who has resigned the appointment as such.

By order,

L. H. COLLARD,
4942 Deputy prothonotary of the Superior Court

Licitation

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montmagny. }
LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, rendered at Montmagny, in the district of Montmagny, on the 14th of December, 1898, in a cause in which Augustin Olivier Bernier, farmer, of the parish of Cap Saint Ignace, is plaintiff ; against Zéphirin Guimont, cheese maker, of the same place, is Defendant, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot situate and being in the said parish of Cap Saint Ignace, in the first concession of the river Saint Lawrence, containing sixteen perches and eight feet in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less, without precise measurement, known and designated as number one hundred and eighty-eight, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Cap Saint Ignace—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRTEENTH day of FEBRUARY, 1899, sitting the court, in the court room, at the court house, at Montmagny ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges which has been deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A. T. BENDER,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 24th December, 1898. 4870
[First published, 31st December, 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **LOUIS PAPINEAU**, de la
District de Bedford, } partie ouest du canton
No 6286. } de Farnham, dans le district
de Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les
meubles et immeubles de **A. N. OUMET**, de la
ville de Farnham, dans le dit district de Bedford,
Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Farnham, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, au coin des rues Saint-Charles et Principale, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous les numéros quatre-vingt-quinze (95) et quatre-vingt-seize (96)—avec toutes les bâtisses sus-érigées, améliorations faites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le **ONZIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 3 janvier 1899.

[Première publication, 7 janvier 1899.]

Shérif.

63

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **LOUIS PAPINEAU**, of
District of Bedford. } the west part of the
No. 6286 } township of Farnham, in
the district of Bedford, yeoman, Plaintiff ; against
the goods and lands of **A. N. OUMET**, of the
town of Farnham, in said district of Bedford, De-
fendant.

That certain piece of land situated in the town of Farnham, in the county of Missisquoi and district of Bedford, at the corner of Saint Charles and Principal street, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as numbers ninety five (95) and ninety six (96)—with all the buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the **ELEVENTH** day of **FEBRUARY** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 3rd January, 1899.

[First published, 7th January, 1899.]

Sheriff.

64

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DAME OLIVE TELLIER**
No 2977. } **DITE LA FORTUNE**,
Demandeur ; contre **CHARLES RIVARD DIT**
LORANGER, Défendeur.

1o Un terrain situé dans le huitième rang de la paroisse de Sainte-Mélanie, de la contenance d'environ trois arpents de front sur six arpents de profondeur, étant le lot numéro trois cent quarante deux (342), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

2o Une terre située dans le huitième rang de la paroisse de Sainte-Mélanie, de la contenance d'environ trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, étant le lot numéro trois cent quarante-un (341), du plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

3o Une terre située dans le neuvième rang de la paroisse de Sainte-Mélanie, de la contenance d'environ trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, étant le lot numéro trois cent soixante et un (361), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

4o Une terre située dans le huitième rang de la paroisse de Sainte-Mélanie, de la contenance d'environ trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, étant le lot numéro trois cent quarante-six (346), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } **DAME OLIVE TELLIER**
No. 2977. } **DITE LAFORTUNE**, Plain-
tiff ; against **CHARLES RIVARD DIT LORAN-**
GER, Defendant.

1o A lot situate in the eighth range of the parish of Sainte Melanie, containing about three arpents in front by six arpents in depth, being the lot number three hundred and forty-two (342), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

2o A land situate in the eighth range of the parish of Sainte Melanie, containing about three arpents in front by twenty arpents in depth, being lot number three hundred and forty-one (341), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

3o A land situate in the ninth range of the parish of Sainte Melanie, containing about three arpents in front by twenty arpents in depth, being lot number three hundred and sixty-one (361), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

4o A land situate in the eighth range of the parish of Sainte Melanie, containing about three arpents in front by twenty arpents in depth, being lot number three hundred and forty-six (346), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Mélanie, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 2 janvier 1899. 11
[Première publication, 7 janvier 1899.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **JOSEPH RIOUX**, marchand, de la paroisse de Trois-Pistoles, Demandeur; contre **GEORGE DASTOUS**, de la cité de Montréal, et résidant actuellement à Valleyfield, Défendeur, c'est à savoir :

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Françoise, sous les numéros deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante et un et deux cent soixante et deux (Nos. 257, 258, 259, 260, 261 et 262), dans le second rang de la dite paroisse—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, **MERCREDI**, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures avant midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,
Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 13 décembre 1898. 4737-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ROBERT CARLYLE JAMIESON** et **ALEXANDER T. HIGGINSON**, tous deux des cité et district de Montréal, marchands et manufacturiers, faisant affaires comme tels sous les nom et raison de **R. C. Jamieson & Co.**, Demandeurs; contre les terres et tenements de **CHAS. ALIAS NAR. CHARBONNEAU**, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, faisant l'encoignure des rues Marie-Anne et Chambord, connu et désigné comme subdivisions cent quarante-huit, cent quarante-neuf et cent cinquante (Nos 148, 149 et 150), du lot numéro six (No 6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 13 décembre 1898. 4669-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

To be sold at the church door of the parish of Sainte Melanie, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 2nd January, 1899. 12
[First published, 7th January, 1899.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **JOSEPH RIOUX**, merchant, of the parish of Trois Pistoles, Plaintiff; against **GEORGE DASTOUS**, of the city of Montreal, and actually residing at Valleyfield, Defendant, to wit :

A lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Françoise, as numbers two hundred and fifty seven, two hundred and fifty eight, two hundred and fifty nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty-one and two hundred and sixty-two, (Nos. 257, 258, 259, 260, 261 and 262), in the second range of the said parish, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 13th December, 1898. 4738
[First published, 17th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit } **ROBERT CARLYLE JAMIESON** and **ALEXANDER T. HIGGINSON**, both of the city and district of Montreal, merchants and manufacturers, and carrying on business as such under the firm name of **R. C. Jamieson & Co.**, Plaintiffs; against the lands and tenements of **CHAS alias NAR. CHARBONNEAU** of the same place, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, forming the corner of Marie Anne and Chambord streets, known and designated as subdivisions one hundred and forty-eight, one hundred and forty-nine and one hundred and fifty (Nos. 148, 149 and 150), of lot number six (No 6), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 13th December, 1898. 4670
[First published, 17th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE ONESIME**
No. 1539. } **GRATTON**, de la cité et
du district de Montréal, veuve de feu Hyacinthe
Laurier, en son vivant, menuisier, de la paroisse de
Saint-Charles de Lachenaie, district de Joliette,
tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à
ses deux enfants mineurs issus de son mariage avec
le dit feu Hyacinthe Laurier, Demanderesse; contre
les terres et tenements de **MATHEW WALSH**,
du même lieu, Défendeur.

Un terrain connu et désigné comme étant la
partie nord-ouest de deux lots connus sous les nu-
méros huit cent trente et un et huit cent trente-
deux (Nos. 831 et 832), du plan et au livre de ren-
voi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de
Montréal, contenant le dit terrain vingt-deux pieds
de front sur cinquante-deux pieds de profondeur le
tout plus ou moins; borné en front par la rue
Champlain, en profondeur par le résidu du dit lot
officiel No. 831, d'un côté par le No. 833, et de
l'autre côté par le résidu des lots Nos. 831 et
832, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec
les maisons et bâtisses dessus érigées et les servi-
tudes suivant titre à cet effet et les droits dans la
ruelle ou passage qui se trouve sur le résidu côté
nord du lot No. 832, joignant le terrain ci-dessus, en
commun.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JAN-
VIER prochain (1899), à DEUX heures de l'après-
midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 décembre 1898. 4717-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **ZEPHIRIN MOUSSEAU**,
No. 909. } bourgeois, de la paroisse
de Saint-Polycarpe, district de Montréal, Deman-
deur; contre les terres et tenements de **JOSEPH**
JAMMES dit **CARRIERE**, cultivateur, domicilié
dans la paroisse de Sainte-Justine de Newton, dis-
trict de Montréal, Défendeur.

Un immeuble formé de deux lots de terre ci-après
désignés, savoir:

1° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro
trois cent quatre-vingt-dix-huit (398), des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-
Justine de Newton; borné au nord par la ligne
entre les 5e et 6e rang de la dite paroisse, au nord-
ouest par le numéro trois cent quatre-vingt-seize
(396), au sud-ouest par le numéro trois cent quatre-
vingt-dix-sept (397), des dits plan et livre de renvoi
officiels, formant en superficie vingt-six acres, trois
rods et trente-sept perches.

2° Un autre lot de terre connu et désigné sous le
numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399), des
dits plan et livre de renvoi officiels; borné au nord-
est par les numéros trois cent dix-huit, trois cent
dix-neuf et trois cent vingt (318, 319, 320), au nord-
ouest par le numéro trois cent dix-sept, au sud-est
par le numéro quatre cent, et au sud-ouest par la
ligne entre le 5e et le 6e rang, contenant en super-
ficie vingt acres, une rod et dix-huit perches—avec
maison, grange et autres bâtisses construites sur le
dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Justine de Newton, le
NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX
heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 4 janvier 1899. 53
[Première publication, 7 janvier 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE ONESIME**
No. 1539. } **GRATTON**, of the city
and district of Montreal, widow of the late Hyacin-
the Laurier, in his lifetime, joiner, of the parish of
Saint Charles de Lachenaie, district of Joliette, as
well personally as in her quality of tutrix to her two
minor children issue of her marriage with the said
late Hyacinthe Laurier, Plaintiff; against the lands
and tenements of **MATHEW WALSH**, of the same
place, Defendant.

A lot known and designated as being the north
west half of two lots known as number eight hun-
dred and thirty one and eight hundred and thirty
two (Nos. 831 and 832), of the official plan and book
of reference of Saint Mary's ward, in the city of
Montreal, said lot containing twenty two feet in
front by fifty two feet in depth, the whole more or
less; bounded in front by Champlain street, in rear
by the residue of the said official lot No. 831, on
one side by No. 833, and on the other side by the
residue of lots Nos. 831 and 832, of the said official
plan and book of reference—with the houses and
buildings thereon erected, and the servitudes accord-
ing to the title deeds to that effect and the rights
in a lane or passage which is on the residue north
side of lot No. 832, adjoining the above lot in com-
mon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINETEENTH day of JANUARY next
(1899), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th December, 1898. 4718
[First published, 17th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ZEPHIRIN MOUSSEAU**,
No. 909. } gentleman, of the parish
of Saint Polycarpe, district of Montreal, Plaintiff,
against the lands and tenements of **JOSEPH JAM-**
MES dit **CARRIERE**, farmer, domiciled in the
parish of Sainte Justine de Newton, district of
Montreal, Defendant.

A lot made up of the two lots of land hereinafter
described, to wit:

1. A lot of land known and designated as number
three hundred and ninety eight (398), on the official
plan and book of reference of the parish of Sainte
Justine de Newton; bounded on the north by the
line between the 5th and 6th range of the said
parish, on the north west by number three hundred
and ninety six (396), on the south west by number
three hundred and ninety seven (397), of the said
official plan and book of reference, forming an area
of twenty six acres, three rods and thirty seven
perches.

2. Another lot of land known and designated as
number three hundred and ninety nine (399), of the
said official plan and book of reference; bounded
on the north east by numbers three hundred and
eighteen, three hundred and nineteen and three
hundred and twenty (318, 319, 320), on the north
west by number three hundred and seventeen, on
the south east by number four hundred, and on the
south west by the line between the 5th and 6th
ranges, containing in area twenty acres, one rod
and eighteen perches—with house, barn and out-
buildings erected in the said lot.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Justine de Newton, on the NINTH
day of FEBRUARY next, at TEN of the o'clock in
the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th January, 1899. 54.
[First published, 7th January, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DELARD LACOSTE**, te-
neur de livres, de la cité
et du district de Montréal, Demandeur ; contre les
terres et tenements de **L. B. DAOUST**, de la cité
et du district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de la Pointe-Clare, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal—avec circonstances et dépendances ; de la contenance de cinquante-cinq pieds de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qui se trouve à partir de la rue Saint-Jean-Baptiste, qui le borne en front et aller aux emplacements de John Shannon et de Jacques Lanthier ou représentants, qui le bornent en profondeur ; le dit emplacement ainsi saisi est connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de la Pointe-Clare, comme faisant partie du lot de terre numéro vingt-neuf.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Sheriff, Montréal, 4 janvier 1899. 51

[Première publication, 7 janvier 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **OVIDE HYACINTHE**
No. 213. } **LATREMOUILLE**,
des cité et district de Montréal, gentilhomme, Dem-
demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME**
MARY JANE WURTELE, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Peter
Olsen, du même lieu, journalier, dûment autorisé
à l'effet des présentes par son mari le dit Peter
Olsen, et le dit Peter Olsen, afin d'autoriser sa dite
épouse, et Dame Agnès Johnson, du village de la
Côte de la Visitation, dans le comté d'Hochelaga,
dans le dit district de Montréal, épouse commune
en biens de Charles Lapointe, de la susdite Côte de
la Visitation, jardinier et journalier, dûment auto-
risée à l'effet des présentes par son mari le dit
Charles Lapointe, et le dit Charles Lapointe dans
le but d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dites défenderesses
Dame Mary Jane Wurtele et Dame Agnès Johnson,
l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un emplacement situé au village incorporé de la
Côte Visitation, dans le comté d'Hochelaga, pa-
roisse de Montréal, actuellement connu et désigné
au plan et livre de renvoi officiels du dit village
incorporé de la Côte Visitation, comté d'Hochelaga,
et paroisse de Montréal susdit, sous le numéro deux
cent quatre (204), contenant six perches et douze
pieds de largeur sur trois perches et six pieds de
profondeur, de là cinq perches de largeur sur une
perche et douze pieds de profondeur, formant res-
pectivement quatre-vingt-neuf et dix-neuf
perches en front par le chemin de la Côte Visitation,
en profondeur par les lots numéros deux cent trois
(203) et deux cent cinq (205), d'un côté par le
numéro deux cent trois (203) et de l'autre côté par
le numéro deux cent cinq (205), des diaspases
livre de renvoi officiels—à ces limites des sa-
cristuites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER pro-
chain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Sheriff, Montréal, 4 janvier 1899. 52

[Première publication, 7 janvier 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DELARD LACOSTE**,
No. 10956. } **A** book-keeper, of the city
and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **L. B. DAOUST**, of the city and
district of Montreal, Defendant, to wit :

A lot situate in the village of Pointe Claire, county
of Jacques Cartier, district of Montreal—with cir-
cumstances and dependencies ; containing fifty-five
feet in width, more or less, by the depth which may
be found starting from Saint Jean Baptiste street,
which bounds it in front and going to the lots of
John Shannon and of Jacques Lanthier or representa-
tives, which bound it in rear ; said lot seized in
known and designated on the official plan and book
of reference of the said village of Pointe Claire, as
forming part of the lot of land number twenty-nine.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN
of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 4th January, 1899. 52

[First published, 7th January, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **OVIDE HYACINTHE** LA-
No 213. } **TREMOUILLE**, of the
city and district of Montreal, gentleman, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **DAME MARY**
JANE WURTELE, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Peter
Olsen, of the same place, laborer, hereto duly autho-
rized by her husband the said Peter Olsen and the
said Peter Olsen for the purpose of authorizing his
said wife herein, and Dame Agnès Johnson, of the
village of Côte Visitation, in the county of Hoche-
laga, in said district of Montreal, wife common as
to property of Charles Lapointe, of Côte Visitation
aforesaid, gardner and laborer, hereto duly author-
ized by her husband the said Charles Lapointe, and
the said Charles Lapointe for the purpose of autho-
rizing his said wife herein, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants Dame
Mary Jane Wurtele and Dame Agnès Johnson, the
lot hereinafter mentioned, to wit :

A lot situate in the incorporated village of Côte
Visitation, in the county of Hochelaga, parish of
Montreal, now known and designated on the official
plan and book of reference of the incorporated village
of Côte Visitation, county of Hochelaga, and parish
of Montreal aforesaid, as number two hundred and
four (204), containing six perches and twelve feet in
width by three perches and six feet in depth, from
thence five perches in width by one perche and
twelve feet in depth, forming thirty perches and one
hundred and eighty one feet in area ; bounded in
front by the Côte Visitation road, in rear by lots
number two hundred and three (203), and two
hundred and five (205), on one side by number two
hundred and three (203), and on the other side by
number two hundred and five (205), of the said
official plan and book of reference—with the build-
ings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINTH day of FEBRUARY next, at TWO
of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 4th January, 1899. 50

[First published, 7th January, 1899.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Pontiac, } **LES MARGUILLERS DE**
No. 97. } **ST. JAMES CHURCH**
LESLIE, Demandeurs ; et **ARTHUR McCONNELL**, Demandeur par distraction de frais ; contre **LOUIS DASGENAIS**, Défendeur ; et **Narcisse Dagenais** et **Adelaide Louise**, son épouse, Intervenants, à savoir :

Toutes les bâties et améliorations dans et sur la moitié nord-est du lot numéro vingt-six, dans le onzième rang du canton de Litchfield, dans le comté de Pontiac, maintenant entre les mains de l'intervenant **Narcisse Dagenais**, sous billet de location, ensemble avec son privilège de devenir le porteur des lettres patentes et d'acheter le dit lot de la Couronne, sujet au paiement de toutes les charges dues à la Couronne.

Pour être vendu dans mon bureau, dans le village de Bryson, le **VINGTIEME** jour de **JANVIER** dix huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à **DIX** heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 12 décembre 1898. 4687-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

District of Pontiac, } **THE CHURCH WARDENS**
No. 97. } **ST. JAMES CHURCH**
LESLIE, Plaintiffs ; and **ARTHUR McCONNELL**, Plaintiff par distraction de frais ; against **LOUIS DASGENAIS**, Defendant ; and **Narcisse Dagenais** and **Adelaide Louise**, his wife, Intervenants, to wit :

All the buildings, improvements and ameliorations in and upon the north east half of lot number twenty-six, in the eleventh range of the township of Litchfield, in the county of Pontiac, now held by Intervenant **Narcisse Dagenais**, under location ticket, together with his privilege of purchasing and becoming the patentee of the said lot from the crown, subject to the payment of whatever crown dues, may be owing thereon.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on the **TWENTIETH** day of **JANUARY**, eighteen hundred and ninety-nine, at **TEN** o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 12th December, 1898. 4688
[First published, 17th December, 1898.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **JOSEPH AZARIAS TESSIER**,
No 980. } **SIER**, de la paroisse de Saint-Casimir, marchand ; contre **ISAIE RIVARD**, fils de Gonzague, cultivateur, de la paroisse de Saint-Casimir, à savoir :

1° Le No 199 (cent quatre vingt dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située concession de l'Isle-aux-Hurons, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le No 202 (deux cent deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située concession de l'Isle-aux-Hurons, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Casimir, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 22 décembre 1898. 4825-2
[Première publication, 24 décembre 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THE PEOPLE'S BANK OF**
No. 2317. } **HALIFAX**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Halifax, dans la Nouvelle-Ecosse, avec un bureau d'affaires en la cité de Québec ; contre **ALPHONSE CHARLEBOIS**, de la cité de Québec, à savoir :

Le droit d'usufruit durant la vie de **Alphonse Charlebois**, de Québec, contracteur, et de Dame

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec to wit : } **JOSEPH AZARIAS TESSIER**,
No. 980. } of the parish of St-Casimir, merchant, against **ISAIE RIVARD**, son of Gonzague, farmer, of the parish of Saint Casimir, to wit :

1. No. 199 (one hundred and ninety nine) of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a land situate in the l'Isle-aux-Hurons concession, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. No. 202 (two hundred and two) of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a land situate in the l'Isle-aux-Hurons concession, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Casimir, on the **TWENTY SEVENTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 22nd December 1898. 4825
[First published, 24th December, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **THE PEOPLE'S BANK OF**
No. 2317. } **HALIFAX**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the town of Halifax in Nova Scotia, with a business office in the city of Québec ; against **ALPHONSE CHARLEBOIS**, of the city of Québec, to wit :

The right of usufruct during the lifetime of **Alphonse Charlebois**, of Québec, contractor, and of

Marie Flore Charlotte Valois, son épouse, sur—1o Le lot No. 4443, (quatre mille quatre cent quarante trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm de la cité de Québec—avec maison et autres bâties ; 2o Le lot No. 153, (cent cinquante-trois) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame, Banlieue de Québec—circonstances et dépendances. Les dits droits d'usufruit sur les dits immeubles pour être vendus en bloc et à la charge d'une rente foncière de vingt-quatre piastres par année payable semi-annuellement aux représentants de Dame veuve John Neilson.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,
Député-Sheriff.
Bureau du Shérif,
Québec, 22 décembre 1898. 4827-2
[Première publication, 24 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **ALBERT LAURENDEAU**,
No. 1516. } écuyer, médecin, du village de Saint-Gabriel de Brandon, Demandeur ; contre **DELLE MELINA LANOUE**, fille majeure et usant de ses droits, du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, Défenderesse, et **JEAN-BAPTISTE HENRY**, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, et maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, Opposant.

Une terre située en la paroisse de Saint Gabriel de Brandon, dans le cinquième rang de Brandon, contenant environ quarante-deux acres et trente-huit perches en superficie, connue et désignée sous le numéro cinq cent quarante-cinq (No 545), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse—sans bâtisse.

A distraire de la dite terre, un lopin de terre appartenant au dit opposant, contenant deux arpents de front sur un arpent et demi de profondeur; tenant devant au chemin public, en profondeur au résidu de la dite terre, d'un côté à Narcisse Légaré et d'autre côté aux représentants de Edouard Henri—sans bâtisse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le vingt-deuxième jour du mois de juin dernier, à dix heures de l'avant-midi ; aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,
Shérif.
Bureau du Shérif,
Sorel, 21 décembre 1898. 4859-2
[Première publication, 24 décembre 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1239. } **COMPANY OF CANADA**,
corporation légalement constituée par acte public de parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal. Demanderesse ; contre **JOSEPH ELIZÉE PARENT**, de la paroisse de St. Zéphirin de Courval, dans le comté de Yamaska, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Dame Marie Flore Charlotte Valois, his wife, upon —1. Lot No. 4443 (four thousand four hundred and forty-three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec—together with house and other buildings ; 2. Lot No. 153 (one hundred and fifty-three), of the official cadastre for the parish of Notre Dame, Banlieue of Quebec, circumstances and dependencies. The said rights of usufruct on the said immovables to be sold *en bloc*, subject to the charge of an annual ground rent of twenty-four dollars, payable semi annually to the representatives of the widow John Neilson.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's office,
Quebec, 22nd December, 1898. 4828
[First published, 24th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **ALBERT LAURENDEAU**,
No. 1516. } Esquire, physician, of the village of Saint Gabriel de Brandon, Plaintiff ; against **MISS MELINA LANOUE**, spinster in the enjoyment of her rights, of the village of Saint Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, Defendant, and **JEAN BAPTISTE HENRY**, farmer, heretofore of the parish of Saint Gabriel de Brandon, and now in the United States of America, Opposant.

A land situate in the parish of Saint Gabriel de Brandon, in the fifth range of Brandon, containing about forty-two acres and thirty-eight perches in area, known and designated as number five hundred and forty-five (No. 545), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish aforesaid—without buildings.

Reserving from the said land a piece of land belonging to the said opposant, containing two arpents in front by one arpent and a half in depth ; bounded in front by the public road, in rear by the residue of the said land, on one side by Narcisse Légaré, on the other side by the representatives of Edouard Henry—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the immovable hereinabove described seized in the present cause, which should have taken place at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the twenty-second day of the month of June last, at ten of the clock in the forenoon, will take place at the parochial church door of the said parish of Saint Gabriel de Brandon, on the Tenth day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sorel, 21st December, 1898. 4860
[First published, 24th December, 1898.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Montreal.

Sorel, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1239. } **COMPANY OF CANADA**,
a corporation legally constituted by public act of Parliament, having its principal place of business, for the province of Québec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against **JOSEPH ELIZÉE PARENT**, of the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the county of Yamaska, in the district of Richelieu, Defendant.

1° Un morceau de terre contenant environ vingt et un arpents en superficie, situé en la paroisse de St. Zéphirin de Courval, dans le comté de Yamaska, dans le district de Richelieu, en les concessions sud-ouest et nord-est de la Côte St. François, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro cent soixante et cinq (No. 165) et partie du lot numéro cent soixante et sept (pt. No. 167) de forme irrégulière; borné vers le sud par le lot No. 171, vers l'ouest par la petite rivière St. Zéphirin et le lot No. 166, vers le nord par le lot No. 164 et vers l'est par le chemin public et par les lots Nos. 146, 147 et 168—avec les bâtisses dessus érigées et les machines et machineries du moulin qui a été incendié.

2° Les lots de terre situés en la paroisse de St. Zéphirin de Courval, en la concession sud-est de la Côte St. Louis, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St. Zéphirin de Courval, sous les numéros deux cent vingt six (No. 226), deux cent vingt-sept (No. 227), deux cent vingt-huit (No. 228), deux cent vingt-neuf (No. 229), deux cent trente (No. 230), deux cent trente et un (No. 231), deux cent trente-cinq (No. 235), et deux cent trente-six (No. 236)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,
Sorel, 13 décembre 1898.

Shérif.
4683-2

[Première publication, 17 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : DAME EMMA BER-

No 968. } D. TRAND, ci-devant de la ville de Magog, district de Saint-François, et maintenant de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse séparée de biens par jugement de cette cour, de Alphonse Henri S. Bessette, commis marchand, ci-devant de Magog, et maintenant de la cité de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements du dit ALPHONSE HENRI S. BESSETTE, Défendeur, à savoir :

Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Magog, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante et quatre (No 264), sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Magog; borné en front par la Rue Principale—avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Magog, dans la ville de Magog, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 14 décembre 1898.

Shérif.
4685-2

[Première publication, 17 décembre 1898.]

1. A piece of land containing about twenty one arpents in area, situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the county of Yamaska, in the district of Richelieu, in the south west and north east concessions of the Côte Saint François, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number one hundred and sixty-five (No. 165), and part of lot number one hundred and sixty-seven (pt No. 167), of irregular outline; bounded on the south by lot No. 171, on the west by the little river Saint Zéphirin and lot No. 166, on the north by lot No. 164, and on the east by the public road and by lots Nos. 146, 147 and 168—with buildings thereon erected and the machines and mechanism of the mill which was burned.

2. The lots of land situate in the parish of Saint Zéphirin de Courval, in the south east concession of the Côte Saint Louis, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Zéphirin de Courval as numbers two hundred and twenty-six (No. 226), two hundred and twenty-seven (No. 227), two hundred and twenty-eight (No. 228), two hundred and twenty-nine (No. 229), two hundred, and thirty (No. 230), two hundred and thirty-one (No. 231), two hundred and thirty five (No. 235), and two hundred and thirty-six (No. 236)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Zéphirin de Courval, on the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office.

Sorel, 13th December, 1898.

Sheriff.

4684.

[First published, 17th December, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : DAME EMMA BER-

No. 968. } D. TRAND, formerly of the town of Magog, district of Saint Francis, and now of the city of Montreal, district of Montreal, wife separated as to property by judgment of this court, of Alphonse Henri S. Bessette, merchant's clerk, formerly of Magog, and now of the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of the said ALPHONSE HENRI S. BESSETTE, Defendant, to wit :

That certain lot of land situate in the town of Magog, in the district of Saint Francis, known and designated as being the lot number two hundred and sixty-four (No. 264), of the official cadastral plan and book of reference of the said town of Magog; bounded in front by Principal street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Magog, in the town of Magog, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's office,

Sherbrooke, 14th December, 1898.

Sheriff.

4686

[First published, 17th December, 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit

Canada,
Province de Québec,
District de St-Hyacinthe,
No 717.

DAME MALVINA DAOUST, marchande publique, de la cité et district de Saint-Hyacinthe, où elle fait affaires seule sous le nom de "Cabana & Cie", épouse séparée de biens de Antoine Cabana, commerçant, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse ; contre **SIMON NADEAU**, Défendeur.

1o Une terre située en la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le rang des Trente, comté de Rouville, dit district, étant le lot numéro quatre cent six (No 406), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste — avec les bâtisses.

2o Un terrain situé en la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, sur le rang de la rivière, contenant environ six arpents en superficie, et connu et désigné comme étant le lot numéro deux cents (No 200), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, le **NEUVIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
St-Hyacinthe, 2 janvier 1899. 9
[Première publication, 7 janvier 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de St-Hyacinthe,
No 148.

DAME HERME-CLINDE RICHER, de la paroisse de Saint-Hilaire, dit district, veuve de feu Guillaume Cheval, en son vivant marchand, du même lieu, Demanderesse ; contre **FRANCOIS BRODEUR**, Défendeur.

1o Une terre sise en la première concession de la paroisse de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe, et comté de Rouville, de la contenance de trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro huit (No 8), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mathias — avec les bâtisses.

2o Une terre située en la dite paroisse de Saint-Mathias, sur la première concession, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre (No 4), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la dite paroisse de Saint-Mathias — avec les bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias le **SEPTIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 janvier 1899. 7
[Première publication, 7 janvier 1899.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth,
No. 717.

DAME MALVINA DAOUST, merchant, of the city and district of Saint Hyacinth, where she carries on business alone, under the name of "Cabana & Co", wife separated as to property of Antoine Cabana, trader, of the same place, and the said Antoine Cabana in so far as it may be necessary to assist and authorize his said wife, Plaintiff ; against **SIMEON NADEAU**, Defendant.

1o A lot of land situate in the parish of Saint-Jean-Baptiste, on the range called "Des Trente", Rouville county, said district, being lot number four hundred and six (No 406), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Jean-Baptiste — with the buildings.

2o A lot of land situate in the said parish of Saint-Jean-Baptiste de Rouville, on the River range, containing about six acres in superficies, and known and designated as being lot number two hundred (No 200), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Jean-Baptiste.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Jean-Baptiste de Rouville, on the **NINTH** day of **FEBRUARY** next, at **ELEVEN** o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 2nd January, 1899. 10
[First published, 7th January, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth,
No. 148.

DAME HERME-CLINDE RICHER, of the parish of Saint Hilaire, said district, widow of the late Guillaume Cheval, in his lifetime trader, of the same place, Plaintiff ; against **FRANCOIS BRODEUR**, Defendant.

1o A lot of land situate on the first concession of the parish of Saint Mathias, district of Saint Hyacinth, and county of Rouville, containing three acres in width by thirty acres in depth, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias as lot number eight (No 8) — with the buildings.

2o A lot of land situate in the said parish of Saint Mathias, on the first concession, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias as lot number four (No 4) — with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Mathias, on the **SEVENTH** day of **FEBRUARY** next, at **ONE** o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 2nd January, 1899. 8
[First published, 7th January, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit — Comté de Rouville.*

Canada,
Province de Québec, } **ARTHUR TAN-**
District de Saint-Hyacinthe, } **GUAY, Deman-**
No. 735. } **deur; vs. ALEXIS**
} **GLADU, Défendeur.**

Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang de la Branche du Rapide, comté de Rouville, connue et désignée sous le numéro quarante et un (No. 41), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 décembre 1898. 4647-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.*

Canada, } **LUDGER GA-**
Province de Québec, } **LOUETTE, De-**
District de Saint-Hyacinthe, } **mandeur; contre**
No. 122. } **PIERRE SAINT-**
} **GERMAIN, Défendeur.**

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Judes, au quatrième rang, comté de Saint-Hyacinthe, de trois arpents de large sur quarante arpents de longueur, étant, 1° Le lot numéro deux cent trente. (No 230), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Judes; et 2° Une lisière de terre de sept perches de large sur toute la profondeur du lot numéro deux cent vingt-neuf (No 229), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sur le quatrième rang, à prendre dans la ligne du dit lot numéro deux cent vingt-neuf, de manière à former en tout trois arpents de largeur—avec les maisons et autres constructions, le tout ne formant qu'une seule exploitation.

2° Une terre à bois située en la dite paroisse de Saint-Judes, sur le septième rang, faisant partie du lot numéro cinq cent treize (No 513), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes; bornée en front au chemin, en arrière à la rivière Salvail, d'un côté au numéro cinq cent douze du cadastre, et de l'autre côté au résidu du lot numéro cinq cent treize, appartenant à Ludger Chevalier—sans bâties.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 décembre 1898. 4649-2
[Première publication, 24 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit, pour le comté de Terrebonne.*

District de Terrebonne, } **DAME VITALINE**
Ste-Scholastique, savoir: } **VANNIER, De-**
No 2971. } **manderesse; vs. DAME**
} **MARCELINE MONETTE, Défenderesse.**

Deux lots de terre situés dans le premier rang du canton de Duncaster, à Sainte-Lucie, comté et district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels,

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—County of Rouville.*

Canada, } **ARTHUR TAN-**
Province de Québec, } **GUAY, Plain-**
District of Saint-Hyacinth. } **tiff; vs. ALEXIS**
No. 735. } **GLADU, Defendant.**

A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the Branche du Rapide range, Rouville county, known and designated as lot number forty-one (No. 41), on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir—with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at Marieville, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 12th December, 1898. 4648
[First published, 17th December. 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.*

Canada, } **LUDGER GA-**
Province of Québec, } **LOUETTE, Plain-**
District of Saint Hyacinth. } **tiff; against PIERRE**
No. 122. } **SAINT-GERMAIN,**
} **Defendant.**

1° A lot of land situate in the parish of Saint Juges, on the fourth range, Saint Hyacinth county, containing three acres in width by forty acres in depth, and being, 1° Lot number two hundred and thirty, (No 230), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Juges; and 2° A strip of land containing seven rods in width by the whole depth of lot number two hundred and twenty nine (No 229), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Juges, on the fourth range, to be taken on the line of said lot number two hundred and twenty nine, so as to make three acres in width—with the houses and other buildings thereon erected and being carried on as one farm.

2° A lot of land situate in the said parish of Saint Juges, on the seventh range, being part of lot number five hundred and thirteen (No 513), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Juges; bounded in front by the road, in rear by the river Salvail, on one side by lot number five hundred and twelve of the cadastral plan, and on the other side by the residue of lot number five hundred and thirteen, belonging to Ludger Chevalier—without buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Juges, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at ONE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 12th December, 1898. 4650
[First published, 24th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court for the county of Terrebonne.*

District of Terrebonne, } **DAME VITALINE**
Sainte Scholastique, to } **VANNIER, Plain-**
wit: No. 2971. } **tiff; vs. DAME MAR-**
} **CELINE MONETTE, Defendant, to wit:**

Two lots of land situate in the first range of the township of Duncaster, at Sainte Lucie, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of

sous les numéros seize A et dix-sept A (16A et 17 A), pour la partie qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte Agathe des Monts, dit district.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Sainte Lucie, dit district, le HUITIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, ce 30 décembre 1898.
[Première publication, 7 janvier 1899.]

5

Ventes par le Sherif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH LAVIGNE**,
No 248. Demandeur ; contre
MAURICE DESFOSSÉS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Gertrude, dans le quinzième rang du canton de Maddington, du contenu de quatre acres et demi de front, plus ou moins, sur vingt-huit acres de profondeur, plus ou moins, avec une maison et autres dépendances dessus construites ; laquelle terre est le numéro cinq cent quatre-vingt un (581) du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 décembre 1898. 4711-2
[Première publication, 17 décembre 1898.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE BERTHIER

Avis public est par les présentes donné par Théodore Gervais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Berthier, que les terrains ci-après décrits seront vendus par encan public, au Palais de Justice, dans la ville de Berthier, étant le lieu où le dit conseil tient ses séances, **MERCREDI**, le **PREMIER** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues sur iceux avec tous les frais encourus à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

Municipalité de la paroisse de Saint-Zénon.

1. Comme appartenant à Félix Goyette, fils. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Zénon, dans le huitième rang du canton Provost, étant le numéro 40 du cadastre officiel de la dite paroisse, de la contenance de cent acres en superficie.

Taxes municipales . . . \$4.00
" scolaires 3.00

Montant dû . . . \$7.00

reference as number sixteen A and seventeen A (16 A and 17 A), for the part which is not in the parish of Sainte Agathe des Monts, said district.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Sainte Lucie, said district, on the **EIGHTH** day of **FEBRUARY** next, at the hour of **11** **EVEN** in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 30th December, 1898.
[First published, 7th January, 1899.]

6

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH LAVIGNE**,
No. 248. Plaintiff : against
MAURICE DESFOSSÉS, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte-Gertrude, in the fifteenth range of the township of Maddington, containing four acres and a half in front, more or less, by twenty-eight acres in depth, more or less—with a house and other dependencies thereon erected ; which said lot is number five hundred and eighty one (581), of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Gertrude.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Gertrude, on the **EIGHTEENTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 14th December, 1898. 4712
[First published, 17th December, 1898.]

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BERTHIER.

Public notice is hereby given by Theodore Gervais, secretary-treasurer of the council of the county of Berthier, that the lots of land hereinafter described, will be sold at auction, in the town hall, in the said town of Berthier, being the place where the said council holds its sittings, on **WEDNESDAY**, the **FIRST** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due thereon, with the costs incurred, unless the same be paid before the sale, to wit :

Municipality of the parish of Saint Zenon.

1. As belonging to Felix Goyette, junior, a land situate in the parish of Saint Zenon, in the eighth range of the township Provost, being lot number 40 of the official cadastre of the said parish, containing one hundred acres in area.

Municipal taxes . . . \$4.00
School taxes 3.00

Amount due . . . \$7.00

20 Comme appartenant à Théophile Bastien.
Un terrain situé en la paroisse de Saint-Zénon, dans le treizième rang du canton Provost, étant le numéro dix (10), du cadastre officiel de la dite paroisse, de la contenance de cent acres en superficie.

Taxes municipales \$0.38
" scolaires 0.43

Montant dû . . . \$0.81

30 Comme appartenant à Alphonse Dequoy.
Un terrain situé en la paroisse de Saint-Zénon, dans le treizième rang du canton Provost, étant le numéro douze, du cadastre officiel de la dite paroisse, de la contenance de cent acres en superficie.

Taxes municipales 0.38
" scolaires 0.43

Montant dû 0.81

THEODORE GERVAIS,
Secrétaire-trésorier,
C. M. C. B.

Berthier, 7 janvier 1899.

27

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE GASPE
No 1.

Avis public est par les présentes donné que les lots de terre ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle d'audition du Palais de Justice de Percé, dans le comté de Gaspé, MERCREDI, le PREMIER de MARS prochain (1899), à DIX heures, du matin, à défaut du paiement préalable des cotisations scolaires ci-bas mentionnées, dont ces lots sont affectés et des frais encourus pour la présente vente, c'est à savoir :

Municipalité de la Grande Rivière :

10 Comme appartenant à Jacques Méthot, fils de Bastien, cultivateur et pêcheur, le lot numéro seize (16), du premier rang est de la Grande Rivière, suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels de la municipalité de la Grande Rivière, pour cotisations scolaires. \$4.92

20 Comme appartenant à Simon Méthot, cultivateur, les lots numéros cent soixante-neuf et cent soixante-treize du premier rang ouest, suivant le cadastre et le livre de renvoi officiels de la Grande Rivière, pour cotisations scolaires \$11.06
Frais : Huissier, etc 1.41

\$12.47

W. FLYNN,

Sec. trés. du conseil du
comté de Gaspé, No 1.

Percé, 3 janvier 1899.

17

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE
ROUVILLE.

Vente de terrains pour paiement de taxes
municipales et scolaires.

AVIS PUBLIC.

Est par les présentes donné par moi, soussigné, Grégoire Bombardier, secrétaire-trésorier du conseil municipal du dit comté, que les terrains ci-dessous décrits, situés dans les muni-

2. As belonging to Theophile Bastien, a land situate in the parish of Saint Zenon, in the thirteenth concession of the township Provost, being number ten (10), of the official cadastre of the said parish, containing one hundred acres in area.

Municipal taxes 0.38
School taxes 0.43

Amount due 0.81

3. As belonging to Alphonse Dequoy, a land situate in the parish of Saint Zeron, in the thirteenth range of the township Provost, being number twelve of the official cadastre of the said parish, containing one hundred acres in area.

Municipal taxes 0.38
School taxes 0.43

Amount due 0.81

THEODORE GERVAIS,
Secretary-treasurer,
M C C B.

Berthier, 7th January, 1899.

28

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
GASPE, No 1.

Public notice is hereby given that the lots of land hereafter mentioned will be sold by public auction in the Court Hall of Percé, in the county of Gaspé, on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH next (1899), at TEN o'clock in the forenoon, for school assessments due on said lots, unless they be paid with the costs incurred, before the sale, to wit :

Municipality of Grand River :

10 As belonging to Jacques Méthot, son of Bastien, farmer and fisherman, the lot number sixteen of the plan and book of reference for the first range east of Grand River, for school assessments \$4.92

20 As belonging to Simon Méthot, farmer, the lots numbers one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy-three of the plan and book of reference for the first range west of Grand River, for school assessments . \$11.06
Costs : bailiff, &c 1.41

\$12.47

W. FLYNN,

Secretary treasurer of the council of
the county of Gaspé, No 1.
Percé, 3rd January, 1899.

18

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
ROUVILLE.

Sale of land for payment of municipal and
school taxes.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by me, the undersigned, Grégoire Bombardier, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Rouville, that the lands hereinafter described,

cipalités locales ci-après désignées, seront vendus par encan public, suivant les dispositions du code municipal, à Marieville, dans le palais de justice, dans la salle des séances du dit conseil, **MERCREDI**, le **PREMIER** jour du mois de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi, à défaut de paiement, avant la vente, des taxes scolaires et municipales dues sur chacun d'eux, et ci-après mentionnées, et des frais alors encourus, savoir :

Dans la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien :

1o Un terrain réputé appartenir à Ludger Roy, contenant environ soixante arpents, et désigné sous le numéro cent soixante et onze (171), des plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse—sans bâtisse.

Taxes municipales \$7.19
" scolaires 0.57

Total dû sur ce terrain . \$7.76

2o Un terrain réputé appartenir à Edmond Saurette, contenant environ un arpent en superficie, et étant désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux (182), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec une maison.

Taxes municipales \$4.24
" scolaires 4.40

Total dû sur ce terrain . . \$8.64

3o Un terrain réputé appartenir à Docithé Papineau, contenant environ vingt-deux arpents en superficie, et désigné sous le numéro quatre cent treize (413), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse.

Taxes municipales \$4.77
" scolaires 2.93

Total dû sur ce terrain . . \$7.70

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir :

Un terrain réputé appartenir à Elzéard Davignon, contenant environ quatre-vingts perches en superficie, et désigné sous le numéro cent quarante et un (141), des plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse.

Taxes municipales et
comptes assimilés à
taxes \$13.70
Taxes scolaires 0.98

Total dû sur ce terrain . . \$14.68

Donné à Marieville, le deux de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

65 G. BOMBARDIER,
S. T. C. M. C. R.

BUREAU DU CONSEIL.

2 janvier 1899.

Province de Québec,
Ville de Chicoutimi.

Avis public est par le présent donné que le **MERCREDI**, **PREMIER MARS** prochain, à **DIX** heures avant-midi, au bureau du conseil de la ville de Chicoutimi, le lot numéro (152) cent cinquante-deux, du cadastre officiel de la dite ville, porté au rôle d'évaluation au nom de MM. Leclerc & Letellier, marchands de Québec, sera vendu par encan public, à défaut de paiement des cotisations scolaires, savoir : cinquante cents, dues sur le dit lot aux

situé in the local municipalities hereinafter mentioned, will be sold by public auction, in conformity with the provisions of the municipal code, at Marieville, at the court house, in the room reserved for the sittings of the said council, on **WEDNESDAY**, the **FIRST** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, in default of the payment of the municipal and school taxes due on each of them and hereinafter detailed, and of the costs incurred, to wit :

In the municipality of the parish of L'Ange-Gardien :

1. A lot reputed to belong to Ludger Roy, containing about sixty arpents, and designated as number one hundred and seventy-one (171), of the official plan and book of reference of this parish—without buildings.

Municipal taxes \$7.19
School taxes 0.57

Total due on this lot . . \$7.76

2. A lot reputed to belong to Edmond Saurette, containing about one arpent in area, and designated as number one hundred and eighty-two (182), of the said official plan and book of reference—with a house.

Municipal taxes \$4.24
School taxes 4.40

Total due on this lot . . \$8.64

3. A lot reputed to belong to Docithé Papineau, containing about twenty-two arpents in area, and designated as number four hundred and thirteen (413), of the same official plan and book of reference—without buildings.

Municipal taxes \$4.77
School taxes 2.93

Total due on this lot . . \$7.70

In the municipality of the parish of Sainte-Angèle de Monnoir :

A lot reputed to belong to Elzéard Davignon, containing about eighty perches in area, and designated as number one hundred and forty-one (141), of the official plan and book of reference of that parish.

Municipal taxes and
assimilated accounts . \$13.70

School taxes 0.98

Total due on this lot . . \$14.68

Given at Marieville, this second day of January, one thousand eight hundred and ninety-nine.

66 G. BOMBARDIER,
S. T. M. C. C. R.

OFFICE OF THE COUNCIL

2nd January, 1899.

Province of Quebec,
Town of Chicoutimi.

Public notice is hereby given that on **WEDNESDAY**, the **FIRST** of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon, in the office of the council of the town of Chicoutimi, lot number one hundred and fifty-two (152), of the official cadastre of the said town, entered on the valuation roll under the name of Messrs Leclerc & Letellier merchants, of Quebec, will be sold by public auction, in default of payment of the school taxes, to wit, fifty

commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi,
et des frais encourus.

19 F. X. GOSSELIN,
Secrétaire-trésorier.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE DRUM-
MOND

Aux contribuables et intéressés dans la
municipalité du comté de Drummond.

AVIS PUBLIC

Drummondville, 3 janvier 1899.

Avis public est par les présentes donné par
moi, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier
de cette municipalité, que les terrains ci-des-
sous mentionnés seront vendus à l'enchère pu-
blique, dans le Palais de Justice, à Drum-
mondville susdit, étant le lieu où se tiennent
les sessions du conseil de cette municipalité,
le PREMIER jour de MARS prochain, à
DIX heures du matin, à défaut de paiement
des taxes municipales et scolaires auxquelles
ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

cents, due on the said lot to the school com-
missioners of the town of Chicoutimi, and of
the costs incurred.

20 F. X. GOSSELIN,
Secretary treasurer.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
DRUMMOND

To the rate-payers and interested in the mu-
nicipality of the county of Drummond.

PUBLIC NOTICE.

Drummondville, 3rd January, 1899.

Public notice is hereby given by me, Joseph
Trefflé Caya, secretary-treasurer of this mu-
nicipality, that the lands hereinafter mentioned
will be sold by public auction, in the Court
house, at Drummondville aforesaid, being the
place where the sessions of the council of this
municipality are held, on the FIRST day of
MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon,
in default of payment of the municipal and
school taxes for which they are liable and the
costs incurred, to wit :

Dans la municipalité du canton de Durham—Canton de Durham.

In the municipality of the township of Durham—Township of Durham.

No sur rôle d'évaluation.	No. on valua- tion roll.	No du cadastre.	Cadastral No.	Noms des propriétaires.	Rangs.	Désignation des terrains.	Etendue.	Extent.	Montant dû.	Amount due.
				Names of Owners.	Ranges.	Designation of the lands.				
		547		George Massy.....	7	$\frac{1}{2}$ N.-E.—N. E. $\frac{1}{2}$ lot 10.....	100		\$16 01	

Dans la municipalité de L'Avenir—Canton de Durham.

In the municipality of L'Avenir—Township of Durham.

	177	Représentants N. Lange— Representatives N. Lange.....					$\frac{1}{4}$		17 80	
--	-----	--	--	--	--	--	---------------	--	-------	--

Dans la municipalité du canton de Grantham—Canton de Grantham.

In the municipality of the township of Grantham—Township of Grantham.

		J. P. Cook.....	1	$\frac{1}{2}$ S.—S. $\frac{1}{2}$ 22.....	100	24 19
		Hercule Lafontaine.....	2	$\frac{1}{2}$ S.—S. $\frac{1}{2}$ 26.....	100	20 48
	180	F.-X. Cusson.....	3	Partie—Part 13.....	100	35 55
		Lulger Cartier.....	3	$\frac{1}{2}$ S.—S. $\frac{1}{2}$ 23.....	50	27 18
	255	Nap. Pelletier.....	4	Partie—Part 16.....	72	20 49
		Nérée Drolet.....	5	$\frac{1}{2}$ S. $\frac{1}{2}$ N.—S. $\frac{1}{2}$ N. $\frac{1}{2}$ 24.....	50	12 09

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Germain de Grantham—Canton de Grantham.

In the municipality of the parish of Saint Germain de Grantham—Township of Grantham.

569a	474-475	Zotique Gauthier.....	6	Partie—part 9.....	66x264 p.-ft.	8 90
212	982	Ludger Cadieux.....	9	" " 25.....	50	12 73
198	994	" ".....	10	" " 24.....	50	9 18
187	1003b pt	Dorilla Desmarais.....	10	" " 22.....	10	8 31

J. T. CAYA,
Secrétaire-trésorier—Secretary-treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE D'ARTHABASKA.

Aux habitants de la dite municipalité.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le village d'Arthabaskaville, bâtisse du bureau d'enregistrement, lieu des sessions du conseil, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain 1899, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes et autres charges auxquelles ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the said municipality.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by Louis Lavergne, the undersigned secretary-treasurer, that the under mentioned lands are to be sold by public auction, in the village of Arthabaskaville, registry office building, place of the council meetings, on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH next, 1899, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes due thereon and of the costs incurred, to wit :

Municipalité de Chénier.—Municipality of Chenier.

Noms des propriétaires.	Canton.	Rang.	Numéros primitifs.	Numéros du cadastre.	Superficie en acres.	Montant dû.
Names of owners.	Township.	Range	Original Numbers.	Cadastral Numbers.	Superficies in acres.	Amount due.
British American Land Company ...	Tingwick ..	2	8	137	100	\$18 68

Municipalité de Tingwick.—Municipality of Tingwick.

Thomas Nughent.....	Tingwick..	7	25	749	463	35 14
do do	do ..	8	25	845-846	68	

Municipalité de Sainte Clothilde de Horton.—Municipality of Sainte Clothilde de Horton.

Philippe Cloutier	Simpson ..	11	16	16c	60	45 89
Albert Gélinas.....	Warwick ..	9		P. 991-997	46 arpents	18 92

Municipalité du township de Warwick.—Municipality of the township of Warwick.

Pierre Morin	Warwick ..	3	15	435	58	2 23
--------------------	------------	---	----	-----	----	------

Municipalité du township de Stanfold.—Municipality of the township of Stanfold.

J. M. Kelahar.....	Stanfold...	7	17	P. 17c	11	2 33
Olivier Fugère.....	do ...	3	A	A	200	5 35
do	do ...	8	13	13A	Lopin	1 21
do	do ...	8	A	A	21 1/4 x 6	1 01

Municipalité de la paroisse de Saint-Rosaire.—Municipality of the parish of Saint Rosaire.

Joseph Guillemette.....	Stanfold...	6	26	P. O. 26	126	20 96
Alcide Verville.....	do ...	7	25	P. O. 25b	63	5 50
F. Morin.....	Bulstrode..	7		373	232	23 12

Les droits de la Couronne sont réservés sur ces terrains.—Crown rights on these lands are reserved.
Bureau du conseil municipal du comté d'Arthabaska.—Office of the municipal council of the county of Arthabaska.

Arthabaskaville, 2 janvier—2nd January, 1899.

L. LAVERGNE,
Sec.-trés. C. C. A.—Sec.-treas. C. C. A.
39-40

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTE DE WOLFE.

Ham Sud, 3 janvier 1899.

Je donne par les présentes avis public que les terrains ci-dessous mentionnés, seront vendus par encau public, au palais de justice, à Ham Sud, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant le jour ci-dessus indiqué.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF WOLFE.

South Ham, 3rd January, 1899.

I hereby give public notice that the lots and parcels of lots hereinafter mentioned, will be sold by public auction, at South Ham, at the Court House, WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereafter described, unless the same be paid with costs before the day of the sale aforesaid.

Canton.	Municipalité.	Propriétaire.	Quelle partie du lot.	Lot.	Rang.	Etendue en—Extent in			Montant des taxes.
Township.	Municipality.	Owner.	What part of lot.		Range.	Acres.	Rood.	Perches.	Amount of taxes.
Dudswell	Dudswell	W. H. Ross & Co.		27	5	229	1	11	\$ 15 64
do	do	Joseph Gauthier.		7a	11	208	3	14	17 49
do	do	F. Bowen.		10	9	225	0	03	21 73
do	do	do		11	9	222	3	24	21 73
do	do	do		11	10	194	2	11	21 73
do	do	do		12	10	196	3	17	21 73
Wotton	Wotton	Joseph Leroux, petit-fils—grandson.		53	3	50			9 38
do	do	Hosanna Courchesne.		63	2	50			5 26
do	do	do		64	2	50			5 27
do	Saint-Camille	Charles Rivet.		72	3	50			16 29
do	do	do		73	3	50			13 29
Saint-Camille	do	Delle—Miss Agnès Cloutier.	Partie—Part (1).	18	11	1			13 66
Ham Nord—North Ham	Ham Nord—North Ham	Ferdinand Roy.	Partie N. E. Part.	23	4	70			13 35
do	do	Joseph Blanchette.		27	A S.O.—S.W.	78			11 49
do	do	Thomas Nadeau.		10	A N.E.				
Wolfestown	do	do	Partie—Part (2)	23	11	75			18 19
do	do	J. Champoux.		27	10	200			16 80
Stratford	Stratford	Veuve—widow J. B. Picard.		49	1 N.E.	50			8 13
do	do	do		50	1 N.E.	50			8 13
do	do	Edmond Poliquin		19	4 S.O.—S.W.	100			11 43
do	do	Alfred St-Pierre		17b	4 do	50			5 53
do	do	do		18	4 do	100			6 75
do	do	Veuve—widow Louis Bonneau.		13	1 N.E.	50			15 77
do	do	Ross & Co.		37	2 N.E.	50			8 13
Weedon	Weedon	Dactance Gagné.		1d	1	30	1	08	14 17
do	do	do		2a	1	30	1	01	14 17
do	do	Normand McCleod		6a	1	128	3	14	13 89

do	do	Napoléon Racine	17a	1	38	0	04	21 30
do	do	do	17b	1	37	0	04	10 65
do	do	Royal Paper Mills Co.	22	1	157	1	04	22 34
do	do	do	23	1	158	0	01	22 34
do	do	do	24	1	158	0	08	22 34
do	do	do	25	1	158	2	18	22 34
do	do	do	26	1	159	0	28	22 34
do	do	do	27	1	159	0	07	22 34
do	do	do	28	1	199	1	01	22 34
do	do	do	23a	2	109	2	02	11 17
do	do	do	23b	2	54	3	14	5 59
do	do	do	23c	2	54	3	14	5 59
do	do	do	24	2	218	1	11	22 34
do	do	do	25	2	218	1	11	22 34
do	do	do	26	2	218	1	11	22 34
do	do	do	27	2	218	1	11	22 34
do	do	do	28	2	254	1	22	22 34
do	do	Stanislas Lefebvre	22b	3	72	2	30	35 05
do	do	Royal Paper Mills Co.	23b	3	145	3	30	11 17
do	do	do	24	3	290	0	01	22 34
do	do	do	25	3	290	2	17	22 34
do	do	do	26	3	291	0	14	22 34
do	do	do	27	3	291	1	37	22 34
do	do	do	28	3	310	3	28	22 34
do	do	do	21	4	198	1	20	16 77
do	do	do	22	4	198	2	24	16 77
do	do	do	23	4	198	2	24	22 34
do	do	do	24	4	198	2	24	22 34
do	do	do	25	4	198	2	24	22 34
do	do	do	26	4	198	2	24	22 34
do	do	do	27	4	198	2	24	22 34
do	do	do	28	4	205	2	00	22 34
do	do	Joseph Bourque	15g	5	0	1	36	1 91
do	do	Royal Paper Mills Co.	23	5	138	3	30	16 77
do	do	do	24	5	212	1	12	16 77
do	do	do	25	5	217	2	00	16 77
do	do	do	26	5	216	0	08	16 77
do	do	do	27	5	214	2	16	16 77
do	do	do	28	5	227	3	16	16 77
do	do	Cyrill Weyland	2a	7	106	0	29	33 53
do	do	Henry Weyland	2b	7	106	0	29	26 62
do	do	Royal Paper Mills Co.	9	7	214	3	08	11 17
do	do	do	8	8	216	0	26	11 17
do	do	do	9	8	216	2	12	13 98
do	do	do	10	8	216	3	37	13 98
do	do	do	11	8	217	1	23	13 98

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE WOLFE.—(Suite.)—OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF WOLFE —(Continued.)

Canton.	Municipalité.	Propriétaire.	Quelle partie du lot.	Lot.	Rang.	Etendue en—Extent in			Montant des taxes.
Township.	Municipality.	Owner.	What part of lot.		Range.	Acres.	Rood.	Perches.	Amount of taxes.
Weedon	Weedon	Royal Paper Mills Co.		15	8	218	1	30	8 16 77
do	do	do		9	9	215	3	18	16 77
do	do	do		10	9	215	3	18	16 77
do	do	do		11	9	213	2	16	16 77
do	do	do		12	9	213	2	16	16 77
do	do	do		13a	9	53	1	24	4 19
do	do	do		13d	9	53	1	24	4 19
do	do	do		14a	9	106	2	21	8 39
do	do	Alfred Brière		21b	10	106	1	06	12 26(3)
do	do	Royal Paper Mills Co.		14	10	212	2	13	
do	do	do		16	10	212	2	12	
do	do	do		17	10	212	2	12	
do	do	do		18	10	212	2	12	87 40(3)
do	do	do		19	10	212	2	12	
do	do	do		20	10	212	2	12	
do	do	do		15a	11	107	2	03	
do	do	do		15b	11	107	2	03	
do	do	do		16	11	215	0	06	
do	do	do		17a	11	107	2	03	
do	do	do		17b	11	107	2	03	97 50(3)
do	do	do		18	11	215	0	06	
do	do	do		19	11	215	0	06	
do	do	do		20	11	215	0	06	
Garthby	Village de—of Beaulac	Casimir Vallière		258	vi 11	43	39	/100	2 04
do	do	do		259	do		11	/100	
do	do	do		260	do	49	22	/100	1 49
do	do	J. A. Archambault		5(4)	do	1			2 86
do	do	do		31	do		15	/100	3 02
do	do	do		32	do		15	/100	4 65
do	do	François Gagné		30	do		15	/100	5 08
do	do	do		38	do		15	/100	3 13

(1) Un emplacement d'un quart d'acre de largeur sur un acre de profondeur, borné en front par le chemin public, en arrière au sud-ouest à F. C. Gingras, d'un côté au sud-est à Napoléon Lemay et de l'autre côté au nord-ouest à Odilon Breton, —avec bâtisses dessus construites.

(2) La continuation du lot No. 10 du rang A. N.-E., du canton de Ham de la même largeur, bornée au sud-est par Cléophas Boutin, au nord-est par le cordon entre les 10e et 11e rangs de Wolfestown, au nord-ouest par Jean Beaudoin, et au sud-ouest par le rang A. N. E. de Ham.

(3) Dans ce montant se trouvent comprises les taxes dues à la corporation de la paroisse de Saint-Joseph de Ham Sud, sur les mêmes lots de terre, et les taxes de chemin de fer dues à la corporation du canton de Weedon.

(4) Sauf et exceptés les quais sur le dit lot, le reste contenant environ—
Les droits du gouvernement sont réservés sur tous ces lots.

(1) A building lot of one quarter of an acre in width and one acre in depth, bounded in front by the public road, in rear to the south west to F. C. Gingras, on one side to the south east to Napoléon Lemay and on the other side to the north west to Odilon Breton, with buildings thereon erected.

(2) The continuation of the lot No. 10 of the range A. N. E., of the township of Ham of the same width, bounded to the south east by Cléophas Boutin, to the north east by the range line between the 10th and 11th ranges of Wolfestown, to the north west by Jean Baudoin and to the south west by the range A. N. E. of Ham.

(3) In this amount it comprised the taxes due to the corporation of the parish of Saint Joseph of South Ham, on the same lots of land, and the railroad taxes due to the corporation of the township of Weedon.

(4) Save and except the wharfs on the said lot, the rest containing about—
The government rights are reserved on all these lots.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE.

Saint-Jérôme, le 2 janvier 1899.

Je donne, par les présentes, avis public, que les terres ci-après mentionnées seront vendues, par encan public au bureau du conseil municipal du comté de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, au moins deux jours avant le jour ci-dessus, savoir :

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF TERREBONNE.

Saint Jérôme, 2nd January, 1899.

I hereby give public notice, that the lots and parcels of lots hereinafter mentioned will be sold, by public auction, at the Municipal County Council room, in the town of Saint Jérôme, on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereafter described, unless the same be paid with costs, two days before the day of the sale aforesaid, to wit :

Dans la municipalité du village de Sainte-Thérèse de Blainville.

In the municipality of the village of Sainte Thérèse de Blainville.

Nom. — Name.	Qualité. — Quality.	Nos. du cadastre.—Nos. of cadastre.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Alfred Mathieu.....	Peintre.....	Partie du No. 259, situé à l'ouest de la rue Sanche, entre Dames Lesage, au sud, et Veuve Grégoire Labelle et le docteur Samuel Desjardins indivis, au nord.—Part of No. 259, situated on the west side of Sanche street, between Dames Lesage on the south, and widow Grégoire Labelle and doctor Samuel Desjardins, indivis, on the north side.....	\$ 6 74	\$ 8 75	\$ 15 49

48

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

In the municipality of the parish of Sainte Thérèse de Blainville.

Nom. — Name.	Nos. du cadastre.—Nos. of cadastre.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Frais. — Costs.	Total.
Thomas Porteous.....	No. 772, situé à l'ouest de la Grande ligne.—No. 772, situated on the west side of "la Grande ligne."	\$ 6 66	\$ 0 60	\$ 7 26

Dans la municipalité de la partie est du canton Abercrombie.—In the municipality of the east part of the township of Abercrombie.

Noms.—Names.	Nos. du cadastre. — Nos. of cadastre.	Rangs. — Ranges.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
George Dalrymple.....	Nos. 26, 27a 27b	1er rg.—1st rg. Abercrombie	\$ 38 02	\$ 18 75	\$ 56 77
J. E. Mullins.....	" 9 & 10	2e "—2nd " Wexford.	38 02	6 62	44 64
Ives Lefeuntun.....	" 17 & 18	2e "—2nd " "	Jugement—judgment 34 50	Jugement—judgment 21 47	55 97
Nazaire Poirier.....	" 8	1er "—1st " "	3 87	4 88	8 75

Dans la municipalité du canton de Duncaster.—In the municipality of the township of Duncaster.

Nom du dernier propriétaire. — Name of last proprietor.	Numéro du lot. — Number of lot.	Rang. — Range.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
Avila Alarie.....	No 28	4ème—4th	\$4 50	\$1 50	\$6 00
Avila Alarie.....	" 29a	4ème—4th	1 20	0 30	1 50
Fen Edmond Brunet.....	" 24	6ème—6th	8 53½	4 05½	12 58
J. E. H. Howison.....	" 23	7ème—7th	2 00	0 75	2 75
J. Bte Therrien.....	" 9b	9ème—9th	0 15	0 12½	0 27
J. Bte Therrien.....	" 10b	9ème—9th	1 12½	0 93½	2 06
Alfred Villeneuve.....	" 49	10ème—10th	2 48½	0 93½	3 42

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou
qu'icelles pourraient concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT,
Proc. Génl.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT,
Atty. General.

WHEREAS, in virtue of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Québec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166 "

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi du canton de Barford, comté de Stanstead, dans la division d'enregistrement.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ic eux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, relativement au canton de BARFORD, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166."

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan and book of reference of the township of Barford, county of Stanstead, in the registration division.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of the county of STANSTEAD, relating to the township of BARFORD, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays

ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER (1899), comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement relativement au canton de BARFORD, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit VINGT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER (1899), les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, relativement au canton de BARFORD, Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de STANSTEAD, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit VINGT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER (1899), à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : Témoin, Notre Très Fiable et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province.

33

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, } ATTENDU que dans et
Proc.-Gén. } par un acte du Parle-
ment de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bre-
tagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième
année de Notre Règne, et intitulé : "Acte concer-
nant l'union et le gouvernement du Canada, de la
Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi
que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres
choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de
Québec pourra, de temps à autre, par proclamation,
sous le grand Sceau de la province, devant venir en
force au jour y mentionné, établir des cantons
dans les parties de la province de Québec, dans
lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer
les tenants et aboutissants ;" Et ATTENDU que
Nous avons jugé à propos d'établir une certaine

and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TWENTY-SEVENTH day of the month of JANUARY, (1899), as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division respecting the township of BARFORD, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TWENTY-SEVENTH day of the month of JANUARY, (1899), the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of STANSTEAD respecting the township of BARFORD ; And we do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of STANSTEAD, to renew the same within the period of two years after the said TWENTY-SEVENTH day of the month of JANUARY, (1899), on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTY-FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

34

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, } WHEREAS, in and by
Atty. Gen. } an act of the Parlia-
ment of Our United Kingdom of Great Britain and
Ireland, made and passed in the thirtieth year of
Our Reign, and intituled : "An Act for the Union
of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and
the Government thereof, and for the purposes con-
nected therewith," it is, amongst other things,
enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec
may, from time to time, by proclamation, under the
great Seal of the Province, to take effect from a day
to be appointed therein, constitute townships in
those parts of the Province of Quebec, in which town-
ships are not yet constituted, and fix the metes and
bounds thereof ;" AND WHEREAS we have thought
proper to constitute that certain extent of Our wild

étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de CHAMPLAIN, dans le district de TROIS - RIVIERES, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton WEYMONTACHINGUE ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton WEYMONTACHINGUE, cette étendue de nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de CHAMPLAIN, dans le dit district de TROIS-RIVIERES dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Adélard Turgeon, Notre Commissaire de la Colonisation et des Mines, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton Weymontachingue, dans le comté de Champlain, est borné au nord et à l'est par les terres vacantes de la Couronne, au sud et à l'ouest par la rivière Saint-Maurice.

Voici la description des limites de ce canton :

Partant du 115e poteau milliaire du levé de la rivière Saint-Maurice fait par monsieur l'arpenteur John Bignell, en 1848, une ligne droite allant dans la direction de l'est vraie ou astronomique, et mesurant six cent quarante (640), chaînes de longueur, jusqu'à un point qui marque le coin nord-est du dit canton ;

De là une ligne droite menée dans la direction du sud vraie ou astronomique, et longue de huit cents (800), chaînes plus ou moins, jusqu'à la rencontre de la rive gauche de la dite rivière Saint-Maurice, où se trouve le coin sud est du dit canton ;

De là, enfin, la dite rive gauche de la rivière Saint-Maurice en remontant le cours de cette rivière (distance : environ onze milles), jusqu'au point de départ.

Toutes les îles qui sont situées dans la rivière Saint-Maurice, en face de la partie de la rive ci-haut décrite, sont aussi comprises dans le territoire du dit canton Weymontachingue.

La superficie du territoire ci-haut décrit (les îles comprises) est d'environ cinquante neuf mille (59,000) acres.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTIEME jour du mois de JANVIER (1899), sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit TRENTIEME jour du mois de JANVIER (1899), un canton sous le nom du canton WEYMONTACHINGUE, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton, sous le nom de canton WEYMONTACHINGUE, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT - NEUVIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-

lands, situate and being in the county of CHAMPLAIN, in the district of THREE RIVERS, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township WEYMONTACHINGUE ;

THEREFORE, under the authority of the aforesaid act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township under the name of the township WEYMONTACHINGUE, the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of CHAMPLAIN, in the said district of THREE RIVERS, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Adélard Turgeon, Our Commissioner of Colonization and Mines, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Weymontachingue, in the county of Champlain, is bounded on the north and east by the wild lands of the Crown, on the south and on the west by the river Saint Maurice.

The following is the description of this township :

Starting from the 115th of the miliary post of the survey of the river Saint Maurice made by the surveyor John Bignell, in 1848, a straight line running due east astronomically, measuring six hundred and forty (640) chains in length, to a point which marks the north east corner of the said township.

From thence, a straight line drawn in a true southerly direction or astronomically, and eight hundred (800) chains in length, more or less, to its intersection with the left bank of the said river Saint Maurice, where the south east corner of the said township is ;

From thence, lastly, the said left bank of the river Saint Maurice ascending the course of that river (distance, about eleven miles) to the starting point.

All the islands situated in the river Saint Maurice, opposite the part of the bank herein above described, are also comprised in the territory of the said township Weymontachingue.

The area of the territory herein above described (including the islands) is about fifty nine thousand (59,000) acres.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of JANUARY (1899), shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of JANUARY (1899), a township under the name of the township WEYMONTACHINGUE, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township, under the name of township WEYMONTACHINGUE, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight,

vingt-dix-huit, et de Notre Règne la
soixante et deuxième.

Par ordre,

35

JOS. BOIVIN,
Assistant-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de SHEFFORD, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Stukely.

G. A. GIGAULT,
Assistant-commissaire de l'Agriculture.
Québec, 5 janvier 1899. 67

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 4 janvier 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Paul de l'Île aux Noix, comté de Saint-Jean, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.
71

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par et en faveur de Charles Gustave Arthur Prevost, ci-devant de la cité de Montréal, mais maintenant de la paroisse de Beauport, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 60 Vict. ch. 95, concernant les biens et succession de feu Amable Prevost.

C. G. ARTHUR PREVOST,
Québec, 5 janvier 1899. 73

AVIS

Est par les présentes donné que Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Papuet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme Turcotte, Thomas Déchène et autres bouchers et commerçants de lard, tous de la cité de Québec, formant partie de l'Association existant actuellement sous le nom de l'Association des Bouchers et Commerçants de lard de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association, sous le nom susdit, et lui donnant les pouvoirs d'estimer en justice, de contracter, d'acquiescer et posséder des biens meubles et immeubles, d'adopter et

and in the sixty-second year of Our
Reign.

By command,

36

JOS. BOIVIN,
Assistant provincial secretary.

Government Notices

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of SHEFFORD, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmer club of the parish of Notre-Dame de Bonsecours of Stukely.

G. A. GIGAULT,
Assistant-commissioner of Agriculture.
Québec, 5th January, 1899. 68

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 4th January, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of Saint Paul de l'Île aux Noix, in the county of Saint John, to obtain the authorization to publish in french language only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.
72

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by and on behalf of Charles Gustave Arthur Prevost, formerly of the city of Montreal, presently of the parish of Beauport, that application will be made to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act amending the act 60 Vict., ch. 95 referring to the estate and succession of the late Amable Prevost.

C. G. ARTHUR PREVOST,
Québec, 5th January, 1899. 74

NOTICE

Is hereby given that Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dussault, Solyme Turcotte, Thomas Déchène, and other butchers and pork dealers, all of the city of Québec, forming part of the existing association known as the "Québec Butchers and Pork dealers Association" will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the aforesaid name, and giving it power to give, to acquire and hold movable and immovable property, to adopt and amend By-Laws concerning the administration of the

d'amender des règlements concernant l'administration des affaires de la dite association, et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs des requérants.
Québec, 29 décembre 1898. 4929-2

affairs of the said association, and other powers necessary for its purposes.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioners.
Quebec, 29th December, 1898. 4930

Avis Divers

Canada,
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Alice Maud Mary Osgood, de la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari Fred. S. Wetherall, de la dite ville de Cookshire, cultivateur.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 31 décembre 1898. 61

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Alice Maud Mary Osgood, of the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, has, this day instituted an action for separation as to property against her husband Fred. S. Wetherall, of the said town of Cookshire, farmer.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 31st December, 1898. 62

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 5 janvier 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 janvier 1899, de nommer MM. François-Xavier Choquette, juge des sessions de la paix pour le district de Montréal, et W. F. Ritchie, avocat, tous deux de la cité de Montréal, réviseurs de la cité de Montréal, aux lieu et place de MM. Mathias Charles Desnoyers, démissionnaire, et James Crankshaw, dont la commission est révoquée pour cause.

69 **J. E. ROBIDOUX,**
Secrétaire de la province.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 5th January, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the 5th of January, 1899, to appoint Messrs. François Xavier Choquette, judge of the sessions of the peace for the district of Montréal, and W. F. Ritchie, advocate, both of the city of Montréal, revisors of the city of Montréal, in the place and stead of Messrs. Mathias Charles Desnoyers, resigned, and James Crankshaw, whose commission is revoked for cause.

70 **J. E. ROBIDOUX,**
Provincial secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 1

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1.

AVIS : — Aux conseils municipaux, 1 ; Relatif aux bills privés, 2.

BILLS PRIVÉS, P. F. : — Avis au sujet des : — Chambre des Communes, 4 ; Sénat et Chambre des Communes, 3 ; Sénat, 3.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 6 ; Conseil législatif, 4.

CERODE AGRICOLE : — Formation de : — Notre-Dame de Bonsecours de Stukely, 54.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Association des bouchers de la province de Québec, 16 ; Association des bouchers et commerçants de lard, 54 ; Cartier et al., 20 ; Changer chef-lieu du comté de Wolfe, 9 ; Chaussegros de Léry et al., 13 ; Chateauguay and Northern Railway Coy, 20 ; Cie des chars urbains de Montréal, 12 ; Oie de Pulpe du Lac Mégantic, 13 ; Cité de Montréal, 10 ; Cité de Montréal, 19 ; Cité de Montréal, 21 ; Cité de Saint-Henri, 11 ; Compagnie demandant à agir comme syndica, etc., 10 ; Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière, 8 ; Conseil municipal du village

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c, 1.

NOTICE : — To municipal councils, 1 ; Respecting the private bills, 2.

PRIVATE BILLS, P. F. : — Notice respecting the : — House of Commons, 4 ; Senate and House of Commons, 3 ; Senate, 3.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notice Respecting the : — Legislative Assembly, 6 ; Legislative Council, 4.

FARMER'S CLUBS : — Formation of : — Notre Dame de Bonsecours de Stukely, 54.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — The barbers' association of the province of Quebec, 16 ; Butchers and Pork Dealers' Association, 54 ; Cartier et al., 20 ; To change chief place of the county of Wolfe, 9 ; Chaussegros de Léry et al., 13 ; Chateauguay and Northern Railway Coy, 20 ; Montreal Street Railway Coy, 12 ; Lake Megantic Pulp Coy, 13 ; City of Montreal, 10 ; City of Montreal, 19 ; City of Montreal, 21 ; City of Saint Henri, 11 ; A company acting as trustees, etc., 10 ; Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, 8 ; Municipal council of the village of

de Grand'Mère, 10 ; Constituer en corporation de ville Viauville, 18 ; Corporation de la ville de Farnham, 12 ; Corporation de la ville de Lachine, 14 ; Corporation de la ville de Magog, 15 ; Corporation ville de Longueuil, 10 ; Dame Kelly, 18 ; Dame Labbé *ex-qual.*, 00 ; Diviser le comté de Pontiac, 9 ; Exécuteurs testamentaires de Joël Leduc, 14 ; Fraternité du Tiers Ordre Saint-François d'Assise, 9 ; Héritiers Brunet, 8 ; Hogan *et al.*, 15 ; Incorporer une compagnie pour fournir la chaleur, la lumière et les pouvoirs d'eau, 21 ; La Cie d'assurance de Montréal contre le feu, 19 ; La Cie de Brasserie de Beauport, 16 ; La cité de Québec, 17 ; La corporation de la ville de Summerlea, 21 ; La corporation du village de Verdun, 12 ; L'association des Dentistes de la province de Québec, 9 ; L'association Saint-Jean Baptiste de Montréal, 14 ; Les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount, 12 ; Les commissaires d'écoles de Saint-Henri, 17 ; Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis, 15 ; Loyola College, 13 ; Lycée catholique de Montréal, 16 ; Merchants Cotton Coy, 19 ; Montreal Cold Storage and Freezing Coy, 8 ; Montreal Loan and Investment Coy, 12 ; Obtenir un acte pour possession de biens en faveur de P. E. Panet, 17 ; P. C. Beaumier, 14 ; Propriétaires d'immeubles du village de Verdun, 9 ; Shawinigan Water and Power Coy, 8 ; Société des Artisans Canadiens-français, 13 ; Succession Amable Prévost, 54 ; Syndics apostoliques des Pères Franciscains, 9 ; The Builders Exchange Coy, 11 ; The Petroleum Oil Trust of London, 15 ; Transporter bureau d'enregistrement du comté Labelle, 16 ; Windsor Hotel Coy, 20.

DÉPUTÉ ÉLU :—District électoral de Beauharnois, 1.

EXAMENS :—*Barreau de Montréal* :—Candidates à la pratique et à l'étude du droit, 24.

FAILLIS :—Boily & Claveau, 27 ; Ducharme, 28 ; Lehoullier, 28 ; Roy, 28 ; Thomson, 28 ; Trudel, 27.

LETTERS PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 26 ; The De Laval Manufacturing Coy, 25 ; The J. S. Prince Coy (Limited), 26 ; The Q. and W. Coy of Canada, 25.

LICITATION :—Bernier vs Guimont, 29.

MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue, demande de :—L'île aux Noix, comté Saint-Jean, 54.

NOMINATIONS :—*Juges de Paix* :—Montréal, 2.

Reviser :—Cité de Montréal, 55.

PROCLAMATIONS :—Cadastre, canton Barford, 50 ; Canton établi, 52 ; Convocation des Chambres, dépêche des affaires, 2.

RÈGLES DE COUR :—Bédard vs Richmond Industrial Coy, 28 ; Fournier vs Dorais, 29.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Barker vs Gibson, 21 ; Boutin vs Côté, 23 ; Forgues vs Lessard, 23 ; Goulet vs Bourgeault, 22 ; Guertin vs Préfontaine, 21 ; Kerr vs O'Connor, 23 ; Leblanc vs Lavigne, 22 ; Meigs vs Heath, 23 ; Murphy vs McKenzie, 22 ; Osgood vs Wetherall, 54 ; Rousseau vs Gervais, 22 ; Stacy vs Bishop, 23.

Grand'Mère, 10 ; Constitue into town corporation Viauville, 18 ; Corporation of the town of Farnham, 12 ; Corporation of the town of Lachine, 14 ; Corporation of the town of Magog, 15 ; Corporation town of Longueuil, 10 ; Dame Kelly, 18 ; Dame Labbé *ex-qualité*, 00 ; Divided the county of Pontiac, 9 ; Exécuteurs testamentaires de Joël Leduc, 14 ; Fraternity of Third Order Saint François d'Assise, 9 ; Héritiers Brunet, 8 ; Hogan *et al.*, 15 ; To incorporate a company for supplying heat, light and water powers, 21 ; The Montreal Fire Insurance Coy, 19 ; La Cie de Brasserie de Beauport, 16 ; The city of Quebec 17 ; The corporation of the town of Summerlea, 21 ; The corporation of the village of Verdun, 12 ; The Dental Association of the province of Quebec, 9 ; L'Association Saint Jean Baptiste de Montréal, 14 ; The school commissioners of the municipality of the town of Westmount, 12 ; The school commissioners of Saint Henri, 17 ; The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint Louis, 15 ; Loyola College, 13 ; Catholic High School of Montreal, 16 ; Merchants Cotton Coy, 19 ; Montreal Cold Storage and Freezing Coy, 8 ; Montreal Loan and Investment Coy, 12 ; To obtain an act for moveable possession in favor of P. E. Panet, 17 ; P. C. Beaumier, 14 ; Proprietors of real estate of the village of Verdun, 9 ; Shawinigan Water and Power Coy, 8 ; Société des Artisans Canadiens-français, 13 ; Estate Amable Prévost, 54 ; Syndics apostoliques des Pères Franciscains, 9 ; The Builders Exchange, 11 ; The Petroleum Oil Trust of London, 15 ; To transfer the registration office of the county Labelle, 16 ; Windsor Hotel Coy, 20.

MEMBER ELECTED :—Electoral district of Beauharnois, 1.

EXAMINATIONS :—*Bar of Montreal* :—Candidates to the practice and to the study of law, 24.

INSOLVENTS :—Boily & Claveau, 27 ; Ducharme, 28 ; Lehoullier, 28 ; Roy, 28 ; Thompson, 28 ; Trudel, 27.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield, 26 ; The De Laval Manufacturing Coy, 26 ; The J. S. Prince Coy (Limited), 26 ; The Q. and W. Coy of Canada, 25.

LICITATION :—Bernier vs Guimont, 29.

MUNICIPALITY :—Publication in one language only, application of :—L'île aux Noix, Co. Saint John, 54.

APPOINTMENTS :—*Justices of the Peace* :—Montreal, 2.

Revisor :—City of Montreal, 55.

PROCLAMATIONS :—Cadastre, township Barford, 50 ; Township established, 52 ; Parliament convoked, despatch of business, 2.

RULES OF COURT :—Bedard vs Richmond Industrial Coy, 28 ; Fournier vs Dorais, 29.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Barker vs Gibson, 21 ; Boutin vs Côté, 23 ; Forgues vs Lessard, 23 ; Goulet vs Bourgeault, 22 ; Guertin vs Préfontaine, 21 ; Kerr vs O'Connor, 23 ; Leblanc vs Lavigne, 22 ; Meigs vs Heath, 23 ; Murphy vs McKenzie, 22 ; Osgood vs Wetherall, 54 ; Rousseau vs Gervais, 22 ; Stacy vs Bishop, 23.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dame Guil-
martin vs Talbot, 22.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Richelieu & On-
tario Navigation Coy, 27.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Comtés Artha-
baska, 43 ; Berthier, 39 ; Chicoutimi, 41 ;
Drummond, 42 ; Gaspé No 1, 40 ; Rouville,
40 ; Terrebonne, 48 ; Wolfe, 44.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEDFORD :—Papineau vs Ouimet, 30.

JOLIETTE :—Dme Lafortune vs Loranger, 30.

KAMOURASKA :—Rioux vs Dastous, 31.

MONTRÉAL :—Gratton vs Walsh, 32 ; Jamieson
& Co vs Charbonneau, 31 ; Lacoste vs Daoust,
33 ; Latremouille vs Dme Wurtele *et al*, 33 ;
Mousseau vs Carrière, 32.

PONTIAC :—The church wardens Saint James
church Leslie vs Dagenais, 34.

QUÉBEC :—Tessier vs Rivard, 34 ; The People's
Bank of Halifax vs Charlebois, 34.

RICHELIEU :—Laurendeau vs Dlle Lanoue, 35 ;
The Trust & Loan Coy of Canada vs Parent, 35.

SAINT-FRANÇOIS :—Dm Bertrand vs Bessette,
36.

SAINT-HYACINTHE :—Dme Daoust vs Nadeau, 37
Dme Richer vs Brodeur, 37 ; Gaoutte vs Saint
Germain, 38 ; Tanguay vs Gladu, 38.

TERREBONNE :—Dme Vanier vs Dme Monette,
38.

TROIS-RIVIÈRES :—Lavigne vs Desfossés, 39.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dame Guil-
martin vs Talbot, 22.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Richelieu & On-
tario Navigation Coy, 27.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—Counties Artha-
baska, 43 ; Berthier, 39 ; Chicoutimi, 41 ;
Drummond, 42 ; Gaspé No. 1, 40 ; Rouville,
Terrebonne, 48 ; Wolfe, 44.

SHERIFF'S SALES :

BEDFORD :—Papineau vs Ouimet, 30.

JOLIETTE :—Dme Lafortune vs Loranger, 30.

KAMOURASKA :—Rioux vs Dastous, 31.

MONREAL :—Gratton vs Walsh, 32 ; Jamieson
& Co vs Charbonneau, 31 ; Lacoste vs Daoust,
33 ; Latremouille vs Dme Wurtele *et al*, 33 ;
Mousseau vs Carrière, 32.

PONTIAC :—The church wardens Saint James
church Leslie vs Dagenais, 34.

QUEBEC :—Tessier vs Rivard, 34 ; The People's
Bank of Halifax vs Charlebois, 34.

RICHELIEU :—Laurendeau vs Dlle Lanoue, 35 ;
The Trust & Loan Coy of Canada vs Parent, 35.

SAINT FRANCIS :—Dme Bertrand vs Bessette,
36.

SAINT HYACINTH :—Dme Daoust vs Nadeau, 37 ;
Dme Richer vs Brodeur, 37 ; Gaouette vs St-
Germain, 38 ; Tanguay vs Gladu, 38.

TERREBONNE :—Dme Vanier vs Dme Monette,
38.

THREE RIVERS :—Lavigne vs Desfossés, 39.

